

Aujourd'hui la Turquie



Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Antalya - Montréal

3 YTL - 1,70 euro

www.aujourdhuiturquie.com

N° ISSN : 1305-6476

Le journal francophone de la Turquie - numéro 35, Mars 2008



Enseignement supérieur



Prof. Mehmet Durman

Président de l'Université de Sakarya, il nous analyse les incohérences du système de l'enseignement et de la nécessité d'une politique de qualité...

Page 9

Spectacle



Hazal Selçuk

Comédienne et chanteuse, elle nous explique sa vision de l'art, ses créations pour le théâtre gestuel et enfin pourquoi elle considère l'art comme un remède...

Page 13

Association de Saint-Joseph



Merter Özay

Président de l'Association des diplômés de Saint-Joseph, il nous parle de l'importance de ce lycée mais également des projets qu'il compte lancer...

Page 8

İş Bankası : un établissement d'avant-garde portant le projet de la Turquie moderne

Créée en 1924, conformément au souhait du père fondateur de la Turquie, Mustafa Kemal Atatürk, İş Bankası est un établissement bancaire national et moderne. De par ses investissements et son financement, il a participé activement au développement des secteurs financier et industriel en Turquie. Ersin Özince est diplômé en gestion de la prestigieuse Université de l'ODTÜ. Il intègre İş Bankası en tant qu'inspecteur ; durant 22 ans, il occupe différents postes au sein de l'établissement avant d'en devenir le directeur. Il est par ailleurs président du Conseil d'administration de l'Union des Banques Turques (TBB). Il a reçu notre directeur de la publication, Hüseyin Latif dans son bureau au 37^e étage de la tour « İş Kule » et a répondu avec une grande franchise à toutes ses questions.

Quelle est aujourd'hui la stratégie bancaire en Turquie du point de vue de la structure du capital après la crise de 2001 ?

Les réformes concernant le secteur financier entamées partiellement avant la crise de 2001 ont familiarisé la Turquie avec les règles bancaires de l'Union européenne, qui se sont accélérées après cette date. La Turquie a commencé à appliquer une politique capitaliste dans les opérations de banque selon les principes de Bâle, au point de côtoyer les pays de l'UE. Même aux États-Unis, les principes de Bâle II ne sont pas appliqués aussi strictement qu'en Turquie.



Bâle II oblige les banques à ne réaliser d'opérations bancaires qu'en proportion de leur puissance financière, à ne prendre de risques que selon le montant de leurs

capitaux propres. Avant 2001, le secteur bancaire agissait en suivant les politiques des banques centrales et des trésoreries des pays et tous les dépôts étaient sous la garantie de l'État. De ce fait, la Turquie avait déclaré qu'elle allait appliquer, à compter de la fin de 2007, les directives Bâle II visées par l'UE et déterminant les règles du capital et les principes qui régissent la relation entre le capital et le crédit. Elle s'est engagée à appliquer comme l'UE ces principes fondamentaux dans tous leurs détails. Or le capital le permettant n'existe pas en Turquie et, de plus, le besoin mondial d'élargir les activités

(lire la suite page 3)

Que se passe-t-il dans les médias en Turquie ?

Le moyen le plus efficace pour comprendre les opinions générales d'une société est d'analyser ses médias. Ces derniers, qui assurent la matérialisation des idées qui sont exprimées de différentes manières dans la société, déterminent en outre les sujets qui vont prendre place à l'ordre du jour et tracent leur cadre. Les médias sont une puis-

(Un article de Erkan Oyal, lire la suite page 5)

Connaissez-vous Kaka et Eto'o ?



*Kemal Belgin

Kaka, footballeur terrible du Brésil, et qui joue toujours dans l'équipe de Milan en Italie, a été désigné « footballeur de l'année » par la FIFA. Ce remarquable joueur a dernièrement

(lire la suite page 11)



« Amener l'UE en Turquie »



*Mireille Sadège

Il est vrai que depuis quelque temps, au niveau européen, on constate des inquiétudes quant à l'évolution en Turquie d'une opinion publique nationale et hostile à l'UE,

mais avons-nous réellement conscience de la gravité de la situation ?

Du 21 au 26 janvier, j'ai participé à des séminaires de formation destinés aux journalistes de la presse locale et régionale en Turquie dans le cadre d'un projet intitulé « Amener l'UE en Turquie » sur une initiative de la délégation turque de la Com-

(lire la suite page 2)

Istanbul dans la compétition des capitales culturelles

Pour Nora Şeni, professeur à l'Université de Paris VIII, la création, au cours de la dernière décennie, d'une dizaine de musées privés à Istanbul, témoigne non seulement de la vitalité de la ville d'Istanbul dans le domaine culturel mais confirme l'émergence de nouveaux usages et atteste du rôle du mécénat tant sur la scène culturelle et éducative que du point de vue urbanistique. Nous l'avons rencontré pour en savoir plus.

Pour commencer, parlez-nous un peu de vous ?

Je suis née à Istanbul et j'ai étudié au lycée francophone Notre-Dame-de-Sion. Une fois mon baccalauréat en poche, je suis venue étudier les sciences économiques en France. J'y ai fait ma licence et ma thèse de doctorat et ensuite j'ai commencé à travailler comme professeur à l'Université Paris VIII, où j'exerce encore actuellement.

Vous-y enseignez l'économie ?

Non, plus maintenant. J'ai en effet commencé par enseigner l'économie aux urbanistes mais je me suis très vite orientée vers l'histoire et en particulier vers l'histoire d'Istanbul au XIX^e siècle. Donc on peut dire que je suis économiste de formation et historienne d'adoption.

(lire la suite page 10)

Une base militaire française dans le Golfe

Par Pascal Boniface, Directeur de l'IRIS



Au cours de la visite officielle de Nicolas Sarkozy à Abu Dhabi, il a été annoncé que la coopération militaire entre la France et les Émirats arabes unis serait renforcée. La

(lire la suite page 4)

Élections américaines : un scrutin et des enjeux historiques



*Barthélémy Courmont

La campagne électorale américaine est historique à plus d'un titre. Pour la première fois depuis 1928, aucun représentant de l'administration sortante ne figure parmi les différents candidats. Pour la première fois aussi, les Américains pourraient élire une femme ou un noir comme président ou un candidat (John McCain) qui, à 72 ans, serait le plus vieux président de l'histoire américaine au moment de sa prise de fonction.

Cette élection semble, à bien des égards, historique. Après avoir occupé une place centrale sur la scène internationale depuis la fin de la guerre froide, les États-Unis se trouvent confrontés à un problème d'image et ont pour devoir de montrer un meilleur visage, au risque de perdre leur crédit. La situation économique et sociale, au mieux inquiétante, vient s'ajouter aux problèmes multiples que rencontre la première puissance mondiale. Dans ce contexte, l'arrivée à la Maison Blanche d'une nouvelle équipe pourrait apporter une nouvelle impulsion et les attentes des électeurs sont particulièrement importantes à ce titre. C'est la raison pour laquelle le thème du changement s'est rapidement imposé, y compris dans les rangs républicains, McCain incarnant une rupture avec les années Bush, sans mentionner les autres candidats qui, par leur profil, proposaient une nouvelle manière de diriger l'Amérique. On pense notamment à Mitt Romney et Mike Huckabee et

leur électorat, mélangeant droite religieuse et conservateurs plus modérés.

Alors que les candidats désignés par les deux grands partis ne sont pas encore officiellement connus (ils ne le seront qu'à l'issue des conventions nationales, l'été prochain), la campagne est déjà âpre, et pourrait même laisser des traces profondes, tant les débats proposés, dépassant nettement l'image des candidats, ont porté sur des questions de fond, contrairement aux scrutins précédents. Aucun des candidats ne défendant de bilan, les questions se sont rapidement tournées vers les nouvelles propositions et les différences entre une vision conservatrice et libérale (démocrate) sont exacerbées dans un contexte marqué par l'importance de l'économie. Mais les stratégies suivies par les deux camps n'en sont pas moins radicalement divergentes.

Côté républicain, les candidats ont tardé à entrer en campagne, probablement en raison des problèmes internes du parti et son difficile positionnement par rapport à l'administration Bush. Tous les prétendants à l'investiture se sont ainsi efforcés de se distancier de l'administration sortante, en critiquant son bilan, et se positionnant dès lors dans une logique de rupture. Il semble, à ce stade, que les Républicains attendent de connaître le nom de leur futur(e) adversaire, afin de rassembler leurs forces et de mener une campagne active, comme ils en ont l'habitude. Ce rassemblement sera facilité par l'absence d'une lutte trop vive au niveau des primaires. En fait, les Républicains bénéficient de l'ab-

sence de représentants de l'administration Bush pour ne pas avoir à en porter le bilan, et l'attention très forte que portent le grand public et les médias aux candidats démocrates leur a également permis de ne pas se diviser trop radicalement.

Côté démocrate, et malgré la présence de John Edwards, qui n'a jeté l'éponge que quelques jours avant le super tuesday, la lutte a rapidement pris la forme d'un duel entre Hillary Clinton et Barack Obama. Les deux candidats se sont longuement affrontés sur les questions de la crédibilité de leur programme et l'espoir qu'ils suscitent, au risque de faire apparaître des divergences au sein du parti démocrate, qu'il sera difficile de dissiper par la suite. Le simple fait que la lutte se poursuive et que les deux candidats conservent de sérieuses chances d'emporter l'investiture pose un problème aux Démocrates en prévision de la bataille contre les Républicains. Dans le cas où John McCain, apprécié des électeurs indépendants, sera désigné par le parti républicain, son adversaire aura pour devoir de réunir les forces des Démocrates, sans quoi les luttes internes assureront une nouvelle victoire républicaine. Les candidats démocrates, bien que bénéficiant d'une importante popularité et d'un contexte pouvant leur ouvrir *a priori* les portes de la Maison Blanche, devront se méfier de leurs divisions.

Avantage au candidat républicain donc ? Pas nécessairement. L'impopularité du parti du président Bush pourrait justifier une alternance politique, mais la victoire des Démocrates aux élections de mi-mandat de novembre 2006, qualifiée par certains observateurs de « trop précoce », brouille les pistes. Comme les Républicains, les Démocrates sont invités à justifier leurs positionnements politiques récents et l'absence de résultats concrets depuis qu'ils sont majoritaires dans les deux chambres du Congrès. C'est la raison pour laquelle il ne faut pas prendre pour acquise une victoire d'un candidat démocrate, et ce malgré l'attention portée sur Barack Obama et Hillary Clinton, aux États-Unis comme ailleurs.

Vue de l'extérieur justement, la campagne présidentielle américaine passionne plus que les précédentes en raison des incertitudes quant aux résultats, du profil des candidats, mais également du contexte international difficile. Le prochain occupant de la Maison Blanche sera l'homme (ou la femme) le plus puissant de la planète. De quoi ne pas laisser indifférents les observateurs extérieurs, avec des inquiétudes finalement très proches de celles des électeurs américains, même si les priorités sont parfois inversées. En effet, ceux qui désigneront leur prochain chef de l'exécutif placent l'économie en tête de leurs priorités tandis que le reste du monde met l'accent sur les questions internationales. Mais celles-ci sont étroitement liées et, même si les regards ne sont pas les mêmes, la portée de l'enjeu est, aux États-Unis comme ailleurs, prise au sérieux.

*Barthélémy Courmont

Chercheur à l'IRIS. Vient de publier, avec Erwan Benezet, *Hollywood-Washington. Comment l'Amérique fait son cinéma*, Paris, Armand Colin, 2007.

« Amener l'UE en Turquie » (Suite de la page 1)



mission européenne, financé par l'UE et organisé par la Fédération des journalistes turcs. La première étape de ce projet s'est déroulée dans les villes d'Ankara et d'Erzurum, réunissant les journalistes venant de douze villes différentes. Dans ce cadre, j'ai animé trois journées entières de débats à la fois intéressants et enrichissants et me suis entretenue avec plus de quarante journalistes turcs.

Tous, sans exception, sont convaincus désormais que la Turquie n'entrera jamais dans l'UE car cette dernière ne veut pas d'elle. Là, il faut souligner une différence entre les journalistes de la presse nationale et ceux de la presse locale : la plupart des journalistes de la presse nationale soutiennent ces réformes qui, à terme, même si elles ne conduisent pas la Turquie à une intégration totale dans l'UE, pourraient être un levier conduisant leur pays vers plus de démocratie, de modernité et de développement. En revanche, les journalistes de la presse locale sont méfiants, au point même de s'interroger sur l'utilité du processus d'intégration à l'UE. À Erzurum, les journalistes venant de Bayburt, Iğdır, Erzincan et Ağrı, étaient persuadés que les réformes

demandées par l'UE n'ont pas pour objectif l'intégration de la Turquie à l'UE mais, bien au contraire, un morcellement du territoire national ainsi que la disparition de ses valeurs. Pour eux, les demandes interminables et la politique de « deux poids, deux mesures » appliquée à l'égard de la Turquie en sont la preuve évidente. Bref, ils ne font plus confiance à l'Europe.

La position de la France soutenue par Jacques Chirac, qui disait que la Turquie n'est pas prête à intégrer immédiatement l'UE, qu'elle devrait faire des réformes afin de s'adapter aux critères de Copenhague et que cela pouvait prendre un certain temps, était et reste parfaitement juste. Autrement dit, la question de l'adhésion de la Turquie ne se pose pas maintenant. Mais alors, comment expliquer l'article paru dans le Monde du 28 janvier intitulé « La Turquie dans l'UE ? C'est toujours non ! » signé par un ensemble de députés et membres de l'UMP, bizarrement à quelques semaines d'élections municipales où d'ailleurs UMP ne semble pas donnée favorite ? Réduire la Turquie à un outil de politique électoraliste à court terme, exiger d'elle des critères de reconnaissance historique jamais demandés à aucun autre

pays – et que d'ailleurs la Commission elle-même refuse – font passer la France de la position d'un pays ami et allié à celle d'un pays « ennemi » dans l'opinion publique turque. La question qui se pose alors est : « Quel intérêt la France a-t-elle à ce que les Turcs deviennent antifrançais ? » car c'est bien ce vers quoi on se dirige. Bien qu'économiquement et socialement, elle soit encore loin des pays européens, la Turquie reste cependant un très grand pays qui, avec une importance géostratégique incontournable et une armée puissante (la deuxième de l'OTAN après les États-Unis), contribue activement au maintien de la sécurité en Europe. Un pays très imprégné de la France et de la francophonie pour ne citer que les sept lycées et une université francophones très bien cotés dans le pays, et qui affiche de surcroît une économie en pleine progression depuis plusieurs années. Les conséquences de la position française sont non seulement des dégâts difficilement réparables dans l'opinion publique turque mais aussi des pertes financières pour la France, chiffrées en milliards d'euros. Ainsi, la France est écartée du projet de gazoduc Nabucco, tout comme elle le sera des projets de construc-

tion de centrales nucléaires, du train à grande vitesse et de bien d'autres projets. À ceux qui diront que les contrats commerciaux ne sont pas tout, il suffira de rappeler le voyage en Chine du président français et la visite du colonel Kadhafi à Paris.

En conclusion, ce qui pourrait être grave c'est le fait que les Turcs deviennent hostiles, méfiants, voire antieuropéens. Face à cette situation, en France, certains disent : « Nous n'allons tout de même pas accepter la Turquie dans l'UE rien qu'à cause de cela... » Certes, mais rappelons que le président Sarkozy et Angela Merkel, s'ils restent farouchement hostiles à l'adhésion de la Turquie à l'UE, sont tous les deux absolument d'accord avec un partenariat privilégié, reconnaissant ainsi la nécessité de l'existence de liens économiques et stratégiques très forts avec ce pays. Dans ce cas, on ne peut que se poser la question : « Comment peut-on proposer un partenariat privilégié à un partenaire qui vous est hostile et qui ne vous fait plus confiance ? » Il semble bien y avoir une incohérence quelque part...

*Mireille Sadège, journaliste,

Docteur en histoire des relations internationales

Iş Bankası : un établissement d'avant-garde portant le projet de la Turquie moderne

(Suite de la page 1)



bancaires a accru l'entrée en Turquie de capitaux étrangers.

Toutefois, il existe en Turquie un marché intérieur dont le potentiel est élevé et la Turquie a atteint une position attrayante du point de vue des services bancaires, tant pour ses voisins occidentaux que pour tout pays à croissance rapide. Cela veut dire que les capitaux financiers vont continuer à affluer en Turquie, aussi bien vers les banques que vers les autres établissements du secteur de la finance.

Prenons l'exemple d'Iş Bankası : 30 % d'Iş Bankası est cotée en Bourse et, parmi ces actions, les deux tiers sont détenus par des actionnaires étrangers mais on n'a pas encore déterminé les règles d'attribution des droits de gestion d'Iş Bankası à ces actionnaires étrangers, ce qui ne serait utile que si la puissance de gestion des actionnaires existants devenait insuffisante ou bien dans le cas où ces derniers voudraient sortir du secteur en vendant la banque. Dans l'acte de fondation d'Iş Bankası, il a été prévu que 51 % du capital total soit détenu par des Turcs. Les

actionnaires d'Iş Bankası n'ont aucune intention de vendre la banque car, dans la géographie dans laquelle nous nous situons, cet établissement possède le plus grand capital propre, de l'Europe de l'est jusqu'au Moyen-Orient.

Juste après la crise, le secteur bancaire a retrouvé la croissance. Comment l'expliquez-vous ?

En dépit de ses manques, la Turquie

est la star de la région où il n'y a pas d'autre exemple de marché libre et de libéralisme. Lorsque l'on tient compte de l'économie mondiale et de la politique sociale actuelle, la Turquie occupe une place privilégiée. Elle joue aussi

un rôle important dans l'économie de la région. Dans cette situation, face à la stabilité et l'instauration des conditions nécessaires, l'économie ne peut que réagir positivement.

Prévoyez-vous la possibilité d'une nouvelle crise dans l'avenir ? La crise Mortgage des États-Unis influencerait-elle également la Turquie ?

J'ai peur que nous soyons loin d'une

bonne administration politique et sociale dans le monde actuel. Bien que la globalisation facilite la communication, il existe encore de très sérieux conflits politiques dans le monde. La Turquie est un pays qui se situe au carrefour de ces zones de crises, ce qui l'expose à certains risques. Les relations de la Turquie avec l'Occident, l'UE en tête, augmentent en outre ces risques. Dans le cas où des développements positifs ne seraient pas assurés, la stabilité politique pourrait en être influencée. Si la stabilité politique de ces dernières années en Turquie n'était pas bien administrée, cela pourrait entraîner économiquement des difficultés en Turquie, à cause de risque de menaces extérieures et intérieures. Une future crise est possible mais je ne pense pas qu'elle atteigne le niveau de celle de 2001 car la Turquie avait accepté les critères économiques de Maastricht et les applique. En cas de crise, la Turquie doit pouvoir y faire face. D'ailleurs, des crises bien maîtrisées sont souvent indispensables pour que le pays puisse progresser.

Comment l'insuffisance de capital s'est-elle constituée ?

Le monde voulait pouvoir gérer les risques et les diriger pour que les acquis ne soient pas perdus et qu'il n'y ait plus de crise. Des mesures ont été prises à commencer par le secteur financier, la Turquie s'adaptant rapidement à ce mouvement qui glisse de l'Occident à l'Orient. D'autre part, l'échelle s'est agrandie avec la globalisation : plus les frontières disparaissent, plus le capital s'unit et se développe, ce qui crée logiquement une insuffisance de capital.

Iş Bankası ne ressemble à aucune autre banque, c'est une société qui a été fondée avec l'argent qui restait de la Guerre d'indépendance nationale. Après la Première Guerre mondiale, elle a été créée suite à la fondation de la République en tant que société anonyme ouverte au public selon le style occidental et avec le statut de banque privée. Son but était de fonder et de développer l'industrie turque. Parallèlement, on a vu naître un grand nombre de banques d'État et de banques locales. Toutefois, Iş Bankası avait une mission qu'elle poursuit toujours. Elle est ainsi l'organisme qui a donné naissance au système capitaliste en Turquie et le développe. Soit en tant que financier soit en tant qu'associé, Iş Bankası est vraiment un établissement unique et une institution à part.

Les parts d'Atatürk qui restent de la



Ersin Özince

Guerre d'indépendance nationale sont à l'heure actuelle gérées par le CHP et les revenus sont destinés à l'Organisme de la langue turque et de l'histoire (Türk Dil ve Tarih Kurumu). Certains se demandent depuis des années : « Le CHP pèse-t-il sur l'administration de la banque ? »

Si c'était le cas, Iş Bankası n'aurait pas pu connaître de phases de redressement dans les périodes où le CHP était au pou-

voir. La particularité de Iş Bankası est le fait qu'il soit géré conformément aux principes de sa fondation. Iş Bankası a été administrée totalement sous l'initiative des travailleurs de la banque. Par ailleurs, la caisse de retraite fondée par les

travailleurs a également été influente dans l'administration de la banque.

Comment jugez-vous le déménagement à Istanbul de la Banque centrale de la République de Turquie ?

Cette situation ne signifie pas que l'État va oublier les autres régions, mais Istanbul restera le centre du marché. Si

un organisme financier n'est pas proche du marché, il perd de son influence. Nous aussi, nous avons déménagé d'Ankara à Istanbul, ce qui nous a permis un très bon développement. Istanbul est le centre financier de la Turquie et je suis persuadé que si elle est bien administrée, elle deviendra le centre économique le plus important de la région, étant la ville dont

l'économie est la plus dynamique, tant en Turquie qu'à l'étranger. Le choix du siège de la Banque centrale est un sujet

qui intéresse l'État, mais je trouve que le fait que les banques commerciales fondent leur siège à Istanbul est une nécessité commerciale.

Propos recueillis par

Hüseyin Latif, Nagehan Tam et Cüneyt Gök

Işbank GmbH

Filiale à 100 % de Türkiye İş Bankası AŞ, Işbank GmbH a été fondée en 1992 et a repris les activités de la maison mère en Europe.

Türkiye İş Bankası AŞ a été la première banque turque à ouvrir des succursales à l'étranger ; c'est ainsi qu'en 1932, une succursale a ouvert ses portes en Allemagne, à Hambourg. Elle fut fermée pendant la Seconde Guerre mondiale. En 1976, Türkiye İş Bankası AŞ s'est réimplantée en Allemagne en ouvrant un bureau à Francfort. Dans les années qui ont suivi, elle a mis en place un réseau de bureaux de représentation et d'agences en Allemagne, aux Pays-Bas, en France et en Suisse.

De nos jours, Işbank GmbH est la branche européenne de Türkiye İş Bankası AŞ. Disposant d'une grande expérience, elle joue un rôle prépondérant dans la mise en place des projets de développement de la maison mère.



Işbank GmbH est une institution de crédit - à capital turc - de premier plan en Europe. Avec son réseau de 16 agences, elle est présente en Europe sur les principaux marchés commerciaux et financiers.

Une des tâches principales de Işbank GmbH est la promotion et l'intensification des relations commerciales entre l'Europe et la Turquie.

La banque est membre de l'Association allemande des banques privées (Bundesverband deutscher Banken) et du fonds de garantie des banques privées.

Le problème de la Caspienne devrait avoir une dimension internationale...



*Mehmet Seyfettin Erol

Le problème de la mer Caspienne, qui est apparu avec le démantèlement de l'Union soviétique, s'est laissé emporter jusqu'à présent dans le tourbillon de l'irrésolution sous le monopole de deux pays, la Russie et l'Iran. Dans ce contexte, l'attitude que la Fédération de Russie et la République islamique d'Iran ont adoptée en faveur de l'irrésolution continue à constituer un grand obstacle pour le développement d'un projet quelconque qui passerait par la mer Caspienne. Du fait qu'une résolution quelconque apparaîtrait néfaste à la Russie ou à l'Iran et porterait un grand coup dans la région aux profits de ces pays au sein de ce jeu basé sur l'énergie, l'axe Moscou-Téhéran adopte une attitude commune.

L'idée d'empêcher un tiers, spécialement les États-Unis, d'être partie dans cette question et de s'opposer à la réalisation des itinéraires alternatifs via la Caspienne demeure le fond de cette attitude. Ce qui signifie que le Turkménistan et le Kazakhstan vont continuer à dépendre dans une grande mesure de la Russie du point de vue des itinéraires. Si l'itinéraire des gazoducs turkmène-iraniens est finalement adopté, cette solution fera de l'Iran un itinéraire alternatif important.

Ceci dit, la plus grande malchance du projet transcaspieen repose sur ce partage en deux. Les autres pays qui partagent les rives de la Caspienne, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Turkménistan, n'arrivent pas à affirmer clairement une présence puissante et une attitude commune en face de ces deux riverains puissants qui règnent

sur la région. La seule solution pour ces pays semble se limiter à choisir ce qui leur convient le mieux dans le cadre des thèses exposées jusqu'à présent. Dans ce cadre, certains traités à deux et à trois ont été signés entre les pays de la région (Russie, Kazakhstan, Azerbaïdjan), mais le résultat souhaité n'a pas pu être encore obtenu.

D'autre part, tous les sommets réalisés jusqu'à présent pour la résolution du litige se sont conclus par des échecs. Le Sommet de la Caspienne, qui s'est tenu le 16 octobre 2007 à Téhéran, a été un sommet où la Russie, pesant de tout son poids, a dit : « C'est moi le maître de ces lieux. » Dans ce sommet, Poutine a mis en garde le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan quant à leurs relations avec les États-Unis et leur a dit : « Ne mêlez pas les États-Unis à la Caspienne. »

Cet avertissement s'est retrouvé dans les articles 14 et 15 de la déclaration de conclusion du sommet relative à la paix et à la sécurité dans la région : « Les parties s'engagent et confirment qu'elles ne feront pas usage de leur puissance d'armement au détriment d'aucun pays riverain de la Caspienne. Les parties s'engagent et confirment qu'elles ne laisseront en aucun cas utiliser leurs propres terres par un autre pays étranger à la Caspienne pour des attaques ou d'autres activités militaires. » Avec cette décision, la Russie empêchait que le problème de la Caspienne devienne un problème international. De la même manière, l'Iran se trouvait tranquilisé.

Dans le processus qui suit, on estimait que le problème de la Caspienne pouvait être résolu selon deux thèses (Principe de la ligne médiane ou Partage égal) mises en place entre les pays de la région. C'est-à-dire que les autres pays de la région al-

laient rebondir comme une balle de ping-pong entre la Russie et l'Iran, aucun des deux camps ne pouvant terminer.

Mais, il semble que ces calculs puissent être corrigés par Achkhabad et Bakou.

Jusqu'à présent, les relations diplomatiques étaient tendues entre les deux pays en raison des litiges concernant le statut de la Caspienne et le partage des puits de gaz naturel et de pétrole situés dans la région.

Ces deux pays, après une obstination stérile, semblent pouvoir trouver un accord, avec en particulier la nomination du chef de l'État Gurbanguli Berdimuhamedov. Dans ce contexte, Halaf Halafov, vice-ministre des Affaires étrangères et responsable azerbaïdjanais de la Caspienne, qui a dernièrement accompagné Yakup Eyyübov, son vice-Premier ministre lors de sa visite (janvier 2008) à Achkhabad, a précisé qu'un consensus a été trouvé avec Raşit Mervod, vice-président et ministre des Affaires étrangères du Turkménistan au sujet de la réouverture de l'ambassade de Bakou, fermée depuis 2001.

Cette nouvelle période, qui a débuté avec la visite de Halafov à Achkhabad en novembre 2007, a commencé à porter ses fruits. Les relations bilatérales ont été révisées lors du voyage au Turkménistan de Yakup Eyyübov et un consensus a été trouvé à propos de la dette de l'Azerbaïdjan envers le Turkménistan. Dans l'étape suivante, un groupe d'études des deux pays va réviser à Bakou le statut de la Caspienne.

Un accord conclu entre les parties signifierait que le projet transcaspieen pourra désormais être mis en application. Bakou et Achkhabad vont aussi aboutir à un accord



sur ce sujet.

L'application de ce projet via les frontières communes et les surfaces de partage du Turkménistan et de l'Azerbaïdjan risque d'être sabotée par la Russie et l'Iran, la question prenant une dimension internationale. Dans ce contexte, l'appel de soutien en 2007 du leader turkmène Berdimuhamedov aux Nations unies dans le domaine de la sécurité énergétique a attiré l'attention, le Turkménistan semblant avoir franchi un premier pas vers l'internationalisation du problème. Berdimuhamedov avait annoncé, lors de son séjour aux États-Unis en septembre 2007, qu'il était prêt à vendre le gaz turkmène à l'Europe et avait souhaité à ce propos le soutien de l'Occident, notamment des États-Unis.

En conclusion, on voit que le gouvernement d'Achkhabad s'efforce de s'affranchir de sa dépendance à la Russie et à l'Iran quant aux itinéraires et qu'il essaye de mettre en place un projet bilatéral avec l'Azerbaïdjan malgré Moscou. Cela permettrait la mise en place à compter de mai 2008 du projet de gazoducs NABUCCO, d'ores et déjà prêt. L'Occident qui vit de sérieux problèmes énergétiques avec la Russie et le soutien que va apporter Ankara à Achkhabad et à Bakou seront sans doute des éléments de poids dans la décision finale.

*Mehmet Seyfettin Erol, maître de conférence
Département des relations internationales
de l'Université de Gazi

Une base militaire française dans le Golfe

(Suite de la page 1)



*Pascal Boniface

France et Abu Dhabi ont signé un mémorandum en vue de la création d'une base navale française permanente dans l'émirat. Ce mémorandum vient prolonger l'accord de défense conclu entre les deux pays en janvier 1995. Un accord de coopération avait déjà été conclu entre les Émirats arabes unis et la France en 1991, mais il se contentait d'accompagner la vente de matériel militaire et n'avait pas de réel volet de coopération stratégique. Avec ce nouvel accord, on entre dans une autre dimension.

La base n'est pas encore construite et toutes les informations sur le déploiement militaire français qu'elle impliquera dans la région ne sont pas encore connues mais on sait déjà que la base sera interarmées. Elle aura une composante aérienne, une composante terrestre et une composante navale. Elle devrait comprendre au minimum 500 hommes et devrait être opérationnelle assez rapidement, d'ici 2009. Sa mission sera de participer au soutien général de la coopération militaire française et des forces

françaises de passage dans le Golfe. Cela ne modifiera certes pas en profondeur les équilibres militaires de la région, mais il s'agit d'un signal politique et stratégique fort.

La création d'une base par Paris est d'autant plus significative que la France réduit depuis quelque temps son dispositif militaire à l'étranger. Une partie des hommes qui seront affectés à Abu Dhabi l'étaient auparavant à Djibouti. Cette réduction a été effectuée à la fois par souci d'économie budgétaire, mais également parce que la projection plus facile des forces, aujourd'hui, rend moins nécessaire le fait d'avoir des forces positionnées à l'extérieur à l'avance. Ce sera la première création d'une base militaire française à l'étranger depuis plus de cinquante ans.

Depuis le retrait britannique à l'est de Suez, en 1956, la présence stratégique européenne, auparavant majeure, était devenue très faible dans la région. Ce sont les États-Unis qui se sont imposés comme étant les

principaux garants de la sécurité des États du Golfe par rapport aux différents dangers qui pouvaient peser sur eux d'ordre interne (terrorisme), ou externe (Iran, entre autres). La France n'a pas un long passé historique de présence dans le Golfe. À l'époque coloniale, les Britanniques l'empêchèrent de s'y installer. Le début des relations date des années 70. Après l'augmentation de leurs revenus pétroliers, les pays du Golfe furent intéressés par un partenariat avec un pays comme la France qui avait l'avantage d'être à la fois occidental, mais indépendant des États-Unis. La rupture spectaculaire des liens stratégiques avec Israël, instaurée par le général de Gaulle après la guerre des 6 jours, joua également en faveur de la France.

Pour la France, le développement de contacts et de relations, tant économiques que stratégiques avec les pays du Golfe avait l'avantage d'élargir ses marges de manœuvre stratégique au niveau mondial en développant des partenariats. Pour les

La base française ne modifiera certes pas en profondeur les équilibres militaires de la région, mais il s'agit d'un signal politique et stratégique fort.

pays du Golfe, il permettait d'éviter un face-à-face bilatéral étouffant avec les États-Unis, sans pour autant faire le choix impossible d'un pays ennemi de Washington. La France est un allié difficile et indépendant des États-Unis, mais c'est un allié. C'est donc un geste très fort, tant de la part des Émirats que de la France. Les Émirats montrent leur volonté de diversifier leurs relations stratégiques ; la France, celle d'être présente, y compris de façon permanente avec un dispositif militaire prépositionné et, chose plus rare, dans un pays avec lequel elle n'a pas de passé colonial, mais qu'elle considère comme prioritaire sur le plan stratégique. La France accentue ainsi sa contribution à la sécurité régionale. C'est en même temps un signal envoyé à l'Iran, qui a un contentieux territorial avec les Émirats arabes unis. Nicolas Sarkozy entend également montrer qu'il ne veut pas de rupture de la coopération entre la France et les pays arabes, contrairement à ce que certains souhaitaient et ce que d'autres craignaient. Cet engagement stratégique significatif constitue bien au contraire une très forte accentuation de cette coopération.

*Pascal Boniface
Directeur de l'IRIS

Que se passe-t-il dans les médias en Turquie ?

(Suite de la page 1)

sance importante surtout dans les sociétés démocratiques. Mais les médias constituent en fin de compte un secteur commercial, ils essaient de multiplier leur rentabilité en recevant de plus en plus de ventes et de publicités.

Le revers de la médaille montre qu'un média est une entité dépendante. Désormais, les patrons ne sont plus des journalistes ou des éditeurs, ce sont presque tous des grands groupes d'affaires et on rencontre fréquemment des liens entre les patrons des médias et les détenteurs du pouvoir politique. En fin de compte, un média fait partie d'un système et son éventuelle partialité est structurale. Les règles éthiques servent généralement à couvrir cette partialité.

Les médias turcs, en particulier dans les cinq dernières années, avec un pouvoir à tendance islamique modérée, participent d'une part à l'économie globale et d'autre part aux progrès de la démocratie et des droits de l'homme dans le cadre de l'UE. Alors que le peuple reste indifférent aux changements dans les domaines politique, économique et social, les principales bases de l'ordre telles que la bureaucratie civile et militaire, l'enseignement et la justice sont ébranlées et les médias sont hésitants face à ces bouleversements. On observe en outre l'influence des dynamismes extérieurs au sein de ce développement. Les développements éthiques vont déterminer la direction de ce changement social qui pousse la société turque à gagner une identité post-moderne avec des équilibres intérieurs et extérieurs qui varient sans cesse.

Quant au domaine des médias... Il devient de nos jours difficile de trouver des journaux de qualité, sérieux et pouvant être lus avec confiance et il est tout aussi difficile de trouver des informations de qualité, les débats sociaux, du divertissement, de la musique, des concours, des chaînes télévisées pour regarder des films et des stations de radio de qualité à écouter. Ce manque de qualité a actuellement pénétré les médias. Les journaux sont constitués de violence, de polémiques des chroniqueurs, de pages d'économie remplies d'informations sur les sociétés et de rumeurs ayant trait au football. Les dizaines de séries qui sont diffusées cha-

que soir et qui sont comme une drogue chez le spectateur, les programmes de magazine de chaque chaîne, les concours de musique et de danse sans qualité, les émissions pour femmes avec leurs débats creux, leurs présentations irrégulières, leur langage exagéré et les journaux télévisés à sensation ... Tout pour obtenir plus de téléspectateurs et plus de publicités.

TRT, qui devait assurer le pluralisme dans les médias est malheureusement devenu depuis longtemps un outil de propagande entre les mains de l'État. La première action du nouveau directeur qui vient d'être nommé a été de programmer Tarkan, la célèbre star du pop, pour le Nouvel An. Toutefois, le spectateur, en entamant la nouvelle année

n'a pas aimé que les mouvements de la bouche de la star ne suivent pas la musique.

Les problèmes de propriété et de monopole des médias se situent dans de nouvelles dimensions. Bien que les chaînes privées n'existent que depuis une douzaine d'années, un grand nombre de patrons se sont effondrés sur le chemin. Les groupes Uzan, Aksoy, Bilgin, TGRT et Ciner ou bien sont totalement retirés ou bien ont perdu de leur puissance. Les chaînes turques du groupe Doğan, Kanal D, Star TV et CNN Türk, les journaux tels que *Hürriyet*, *Milliyet*, *Radikal*, *Turkish Daily News*, *Barometre* et *Posta* sont devenus indiscutablement des géants des médias avec les radios et la presse. Résultat inévitable du mouvement de globalisation, après le partenariat du groupe Doğan avec *CNN-Türk*, *CNBC-e* et *Fox* également ont pris place dans les médias turcs.

Le deuxième plus grand groupe de médias repris par l'État en raison de ses dettes, *Sabah - ATV* a été vendu 1,1 milliard de dollars au groupe Çalık, fraîchement arrivé dans le secteur. Le groupe Çukurova, qui a vécu des jours difficiles au début des années

2000 et qui a perdu ses banques, entame l'année 2008 par des attaques. *Show TV* est une chaîne télévisée populaire qui se situe toujours parmi les trois premières chaînes. Au début de 2008, *ATV*, en changeant le personnel du Centre d'information d'*ATV* et le présentateur du journal télévisé, est entré en lutte contre *Kanal D* pour la première place. Par ailleurs, le groupe Ciner est derrière *Kanal 1* et *Haber Türk*. Erol Aksoy, de son côté, essaie de se démarquer de la concurrence en transformant *Cine 5* en chaîne diffusant en clair.

En face des chaînes populaires, *NTV*, *Sky Türk* et *Haber Türk* veulent changer le paysage télévisuel en misant sur les informations. *Kanal Türk* s'est fait remarquer dernièrement par un comportement d'opposition sociale sérieuse vis-à-vis du pouvoir. De plus, on ne cache pas qu'elle souffre d'ennuis financiers sérieux.

Le développement important dans les médias est l'essor des médias qui défendent des points de vue proches de l'AKP, parti qui donne une importance excessive aux médias. Il montre son soutien au rédacteur en chef d'un journal qui appuie les réalisations du Premier ministre Erdoğan en l'invitant dans son avion lors de vols à l'étranger ou en accordant des interviews

privées. Alors que la concurrence dans le secteur des médias défend la liberté politique, le Premier ministre ne cache pas qu'il est gêné par les critiques de certains journaux. Il semble que les dimensions de la lutte pour l'hégémonie idéologique vont s'élargir avec les changements de pro-

priétaires dans les médias en 2008.

Les groupes qui sont au sein des médias, en traitant différemment les événements de l'actualité concourent à opposer les divers camps dans l'opinion publique. L'actualité est donc soit blanche, soit noire, sans nuance.

Les sujets de base de la querelle sont la laïcité, le fonctionnement de l'armée kémaliste, le mouvement kurde qui se politise, le foulard, l'université et le rôle de la justice. De jour en jour, des polémiques apparaissent à propos des relations entre l'idéologie kémaliste et la croyance islamique. Comme si l'on essayait de masquer les réels problèmes du moment en parlant du passé.

L'ordre du jour dans les médias turcs est excessivement local, les informations ayant trait à la vie de tous les jours sont majoritaires dans les bulletins d'informations alors que les sujets politiques et sociaux sont présentés généralement sous forme de magazine, souvent déformés, voire cachés.



Erkan Oyal

Le Haut Conseil de l'Audiovisuel (RTÜK) qui a été mis en service il y a 13 ans éprouve des difficultés à allouer des fréquences aux chaînes de télévision nationales et régionales.

Le premier rang est occupé par le journal de la communauté islamique nommé *Zaman* qui possède un fort taux d'audience télévisée ainsi que 3,5 millions de lecteurs du journal, distribué gratuitement. Les journaux *Bulvar* et *Posta* sont au deuxième rang avec un tirage avoisinant les 550 000 exemplaires, suivis de *Hürriyet*, *Sabah*, *Star* et de *Milliyet*. Le tirage des journaux de sport dépasse la barre des 500 000. Un autre journal, proche du pouvoir politique, est *Yeni Şafak*.

Dernier mot ; Celui qui aime sa démocratie supporte son média.

On parle fréquemment dans les démocraties de la liberté de la presse, de l'attachement des rédactions de journaux et de télévision à leurs principes professionnels, de leur indépendance éditoriale envers les détenteurs de capitaux, celui qui fait l'information et celui qui écrit le commentaire étant différents et la rédaction et les affaires financières étant clairement séparées les unes des autres.

Le journalisme est fait pour une élite et non à destination de l'homme de la rue. Les médias conservent leur neutralité non uniquement par leur propre forme d'institutionnalisation mais en raison surtout de leurs pratiques de journalisme. Au sein de ces dernières se trouve aussi l'éthique. Par ailleurs, ils catégorisent les délits et les personnifient. (Les habitués du thinner, les satanistes, la drogue, les voleurs à la tire et les entrepreneurs de bâtiment responsables des maisons détruites lors du tremblement de terre sont reconnus innocents.)

Car un média est un produit. Dans le cas où la demande du consommateur n'est pas satisfaite, le « produit » reste entre les mains de son producteur et le journal s'effondre. Un média ne peut pas négliger la demande de ses lecteurs. La réussite d'un média ne peut se faire qu'en donnant au public ce qu'il attend. La situation étant celle-ci, attendre des médias qu'ils restent en dehors de « l'Effet Galilée » et qu'ils corrigent les « tromperies populaires » reviendrait à traiter d'une manière légère une préoccupation absurde et futile.

*Erkan Oyal,

journaliste, enseignant et présentateur du JT sur TV8

Un manque de qualité a actuellement pénétré les médias. Les journaux sont constitués de violence, de polémiques des chroniqueurs, de pages d'économie remplies d'informations sur les sociétés et de rumeurs ayant trait au football.

Bulletin d'abonnement

Pour recevoir chez vous Aujourd'hui la Turquie, veuillez remplir et renvoyer ce coupon à l'adresse indiquée en précisant le nombre d'exemplaires.

12 numéros : 40 € Turquie ☐ 18,70 € France ☐ 50 € Europe ☐ Version PDF : 25 € ☐

Abonnement de soutien pour les entreprises 12 numéros

Le kit de 25 exemplaires 400 € Turquie ☐ 500 € Europe ☐

Le kit de 5 exemplaires 150 € Turquie ☐ 200 € Europe ☐

Prénom : _____ Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____ Pays : _____ No de téléphone : _____

Fax : _____ Email : _____

Date : ____/____/____ Signature : _____



Gratuit pour chaque abonnement et renouvellement

Mode de paiement pour la Turquie : virement Yapi Kredi (no de succursale : 0 217 Moda İstanbul no de compte en euros : 60901314; en YTL : 60825808)

Bizimavrupa Yayıncılık Ltd. - Moda Cad. No:77 D.3 - 34 710 İstanbul - Turquie
Tél: 0 216 550 22 50 - Fax: 0 216 550 22 51 - Email: alaturquie@gmail.com

Mode de paiement pour l'Europe : chèque (à l'ordre de CVMag),
- virement bancaire à l'ordre des « Editions CVMag » - Crédit Lyonnais
no de compte 30002 Paris Bonne Nouvelle 00467 0000445120G

Les Editions CVMag 37 rue d'Hauteville 75010 Paris - France
Tél. 01 42 29 78 03 - Fax: 01 42 29 54 20 - Email: alaturquie@gmail.com

alt 35

Restaurant et Hôtel, en plein cœur de la vieille ville d'Istanbul.

www.armadahotel.com.tr
0212 455 4 455



Les nouveaux défis du tourisme en Turquie



*Onur Eren

Nous avons demandé aux professeurs du Département d'exploitation touristique de la Faculté d'économie de l'Université d'Istanbul, quel est le sujet le plus actuel et le plus important dans le tourisme actuellement. Et quels sont les nouveaux défis que le secteur doit relever afin d'optimiser le développement du tourisme mais également mieux faire connaître notre pays.

Prof. Dr. Füsün İstanbullu Dinçer s'est dite peinée du fait que le tourisme soit abordé en une seule dimension. Elle poursuit de la manière suivante après avoir affirmé qu'il faut analyser les plans de redressement en planifiant une ville telle qu'Istanbul : « Le tourisme est actuellement l'une de nos plus grandes sources de revenus mais Istanbul souffre de très grands problèmes : la circulation, le stationnement... Le nombre de touristes se rendant à Antalya est toujours plus élevé que le nombre de touristes venant à Istanbul. Le fait de vouloir faire d'Istanbul la capitale du tourisme en 2010 consiste à faire connaître Istanbul en tant que marque. De plus, des concerts d'artistes célèbres, des festivals de musique, l'exposition Gengis Khan, les musées Sabancı et Koç, Istanbul Santral et les centres culturels et les manifestations présentent le tissu très varié d'Istanbul. Cependant, pour autant que j'aie pu le voir, la planification régionale et sociale ne figure pas au programme. Par ailleurs, les organisations non gouvernementales devraient aussi s'activer. »

Il est indispensable que les employés soient formés !

Pour Şehnaz Demirkol, Maître de Conférence adjoint : « Les hôtels quatre et cinq étoiles répondent aux normes déterminées par le ministère mais, dans ces normes, rien n'est dit au sujet des employés. Elles ne disent pas que 20 % du personnel employé devrait être diplômé du département de tourisme. Ainsi, des emplois seraient réservés aux personnes ayant obtenu une formation

de tourisme. Cette situation a été soumise au bureau du ministère, elle est actuellement à l'ordre du jour mais n'a pas encore été légalisée. » Par ailleurs, la directrice du Département, le Prof. Dr. Füsün İstanbullu Dinçer, notant que la solidarité professionnelle est à un niveau très faible, souligne qu'il existe un manque de coopération au sein du secteur. D'autre part, l'influence positive que les normes de l'UE vont avoir sur le tourisme est certaine. Suna Ertuğral, maître de conférence adjoint, rappelle lorsque ces normes deviendront obligatoires, les établissements qui ne disposeront pas du « certificat de capacité touristique » seront fermés.



Tout va être différent en 2023

Le fait qu'Istanbul soit la capitale culturelle de l'Europe en 2010 et l'enthousiasme lié au centenaire de notre République en 2023 émeuvent dès à présent le secteur du tourisme. Les personnes qui souhaitent développer ce type de tourisme culturel à côté du tourisme de masse considèrent que tous les efforts nécessaires ont été faits. Pour Prof. Dr. Dinçer : « tout le monde, aussi bien le secteur public que le secteur privé, a fait ce qu'il a pu mais apparemment l'efficacité des organisations non gouvernementales est minime. Je pense qu'il existe un manque dû au fait qu'un état d'esprit adapté au tourisme ne s'est pas suffisamment formé dans notre pays. Si l'on renonce au tourisme de masse jusqu'en 2023, c'est-à-dire si l'on met bien en valeur le tourisme culturel et le tourisme alternatif à la place du tourisme de mer, de soleil et de sable, si l'on préfère des em-

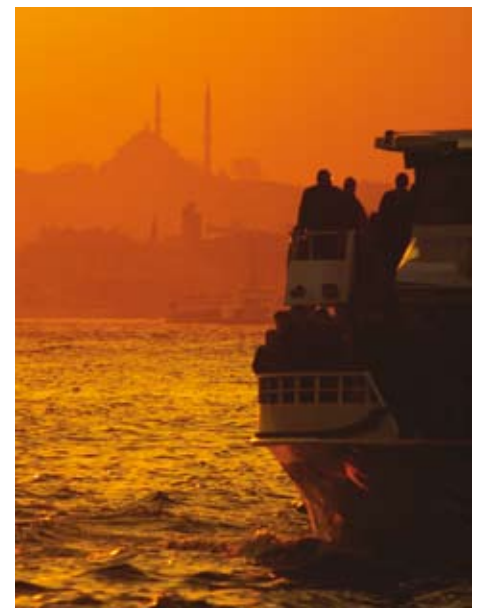
ployés mieux formés, plus conscients et de meilleure qualité et que toutes ces choses sont légalisées, l'organisation professionnelle pourra être totalement assurée. Le tourisme culturel existait grâce aux guides de qualité avant les années 80 mais le tourisme de masse est devenu populaire et cette voie a été privilégiée. Il nous faut retrouver l'importance donnée au tourisme culturel avant les années 80. »

L'importance du tourisme du golf

L'une des plus grandes sources de revenus du tourisme est par ailleurs le golf qui se développe rapidement en Turquie. Les touristes pensent désormais à la Turquie pour le tourisme du golf. Les réflexions à ce propos du chargé de recherche Gürel Çetin sont les suivantes : « Belek est désormais un paradis pour le tourisme du golf, avec 13 terrains. Tout comme il existe ceux qui s'opposent au tourisme du golf, le nombre de ceux qui veulent le défendre est considérablement élevé. Comme vous le savez, de vastes surfaces forestières peuvent parfois être détruites or aucun de nous ne veut cela. Si l'on fait une analyse de profit en tenant compte que la Turquie perd chaque année une forêt d'une grandeur de 150 terrains de golf suite à des incendies, nous pouvons dire que le tourisme du golf est en réalité un investissement en harmonie avec la nature. Les pertes qu'apporte le tourisme du golf peuvent être évitées en apportant certaines obligations aux exploitants. Par exemple, on peut rendre obligatoire de planter dans des endroits déterminés à l'avance le triple du nombre d'arbres coupés au sein de la campagne de responsabilité sociale. Les touristes qui se rendent en Espagne pour le golf dépensent plus d'argent que les autres touristes et nous constatons la même chose en Turquie. D'ailleurs, le profil des touristes qui viennent pour le tourisme du golf est très différent de ceux qui viennent pour le tourisme de masse.

L'une des plus grandes sources de revenus du tourisme est par ailleurs le golf qui se développe rapidement en Turquie. Les touristes pensent désormais à la Turquie pour le tourisme du golf.

Par exemple, un joueur de golf ne voudra pas manger dans un buffet ouvert, il voudra être servi à table, quitte à en payer le prix. » Le Prof. Dinçer est du même avis que Gürel Çetin à cet égard : « Ceux qui viennent pour le tourisme du golf dépensent beaucoup plus d'argent. Ils possèdent un niveau socio-économique et un niveau culturel très élevés et ils sont respectueux de la nature, de la société et des structures architecturales, à la différence des clients du tourisme de masse. En réalité, nous sommes opposés à ce tourisme de masse. J'ai l'impression que certains poussent au développement de n'importe quel tourisme en Turquie. »



Istanbul en 2023

2023 sera une année importante. Quand nous demandons comment se passera l'an 2023 au niveau du tourisme, Şehnaz Demirkol répond par une question : « Qui a fait Venise ? » et elle en donne la réponse : « Ce qui a fait Venise, ce sont les gondoles ! Je ne crois pas qu'Istanbul, dont trois côtés sont entourés par trois mers, en tire suffisamment profit. Nous devrions faire gagner la mer à Istanbul. » De son côté, Füsün İstanbullu Dinçer affirme que les agences devraient travailler davantage cet aspect et témoigne que « les agences de voyages devraient faire de nouveaux programmes plus attrayants. Des études à long terme devraient être réalisées. Istanbul possède certains problèmes connus de tous et il faudrait les régler grâce à ces études. J'estime que ces problèmes actuels seront réglés en 2023. »

Il faudrait que nous fassions connaître la Turquie également dans le domaine de la gastronomie, domaine où nous avons des progrès à faire. Si dans votre ville il n'existait pas de patrimoine culturel, des projets devraient être alors menés à ce sujet ; mais Istanbul n'a pas besoin de cela, elle doit utiliser ses richesses culturelles. Les pyramides d'Égypte sont utilisées de deux façons : elles sont exploitées aussi bien en tant que patrimoine culturel que comme sujet d'un show visuel en étant éclairées la nuit. La société qui assume la promotion de ce tourisme en Égypte est une société française. La Turquie doit aussi travailler de cette manière avec les sociétés de promotion. Laissons les professionnels faire leur travail. »

À la fin de cette discussion, nous voyons à quel point le tourisme peut progresser en Turquie. Il suffit que les plans et les projets effectués jusqu'à présent soient mis en application et que les études réalisées avancent de façon planifiée. L'année 2010 va être un grand test pour la Turquie et pour Istanbul et nous pourrions voir tous ensemble en 2010 à quel point on a travaillé à ce renouveau. Nous avons devant nous 15 ans avant 2023 et il va falloir travailler dur pour que le tourisme atteigne les objectifs déterminés pour le 100e anniversaire de notre République. En réunissant les établissements publics et les organisations non gouvernementales, nous disposons des moyens pour atteindre ce but, si nous nous donnons la main.

« Onur Eren, Journaliste

www.novotel.com

à partir de
109€

NOVOTEL
HOTELS

Designed for natural living

(+90) 212 4143600

L'économie turque après 2007



*Selda Atik

La conjoncture économique mondiale

Ces cinq dernières années, la contribution de la conjoncture économique internationale à destination des développements positifs dans la vie économique de la Turquie ne peut être niée. Les taux élevés de croissance, l'abondance de liquidités, l'attitude au sujet des taux d'intérêt de la FED constatés à l'échelle mondiale ont renforcé les tendances économiques positives de la Turquie.

Les prévisions positives qui laissent espérer la résolution des signaux négatifs nés de la livre turque qui se reprend, du déficit courant croissant, du chômage chronique et du taux d'intérêt réel élevé ont été admises dans l'ensemble de l'année.

Toutefois, si nous analysons la conjoncture mondiale, on a l'impression que les prévisions pour 2008 ne vont plus être si bénéfiques pour le pays. Tout d'abord, l'éventualité de l'apparition de nouveaux risques sur le marché international en 2008, dépendant de l'économie des États-Unis est grande... La récession au sein de l'économie des États-Unis continue à tirer vers le bas le cours du dollar et les prix du pétrole vont continuer à augmenter. Car les États-Unis, afin de protéger la stabilité de ceux qui font des affaires en dollars vont laisser augmenter le prix du pétrole. Par ailleurs, il est très clair que le désordre causé au Moyen-Orient va aussi y contribuer. Toutefois, en raison de la crise du dollar, la Chine et les banques centrales

des pays producteurs de pétrole et les fonds dominants peuvent accélérer la fuite devant le dollar. Ceci va amener à ce que le dollar fasse s'interroger sur le rôle de l'argent en réserve. Une autre conséquence de la dépréciation du dollar sera le renforcement de l'euro, ce qui ne peut qu'affaiblir les taux de croissance qui sont d'ailleurs en chute dans l'ensemble de l'Europe.

En dehors du dollar, le deuxième courant important qui vient des États-Unis est la régression de l'argent liquide qui se répand dans le monde entier en commençant par le secteur du logement aux États-Unis... Dans le cas où ce problème ne serait pas surmonté, il est inévitable que cette régression retentisse sur les marchés qui sont en voie de développement, l'Asie en premier.

Les conséquences pour la Turquie et les éventuels risques

L'année 2007 a été une année difficile à tous points de vue pour la Turquie. En particulier, les incertitudes d'ordre politique (les élections générales, l'obstruction vécue avec l'UE, l'aggravation du terrorisme, etc.) et les fluctuations globales citées ci-dessus ont inévitablement influencé l'économie turque. De plus, il est apparu des signaux montrant que la politique économique poursuivie jusqu'à présent n'allait pas pouvoir grand chose face aux chocs qui viendront de l'extérieur en 2008.

L'inflation qui était prévue à 4 % en janvier

s'est située aux alentours de 9,4 % fin décembre. Si on analyse le taux de croissance dans le dernier trimestre, on voit qu'il est de 2 %, le taux cumulé n'ayant pas pu dépasser les 4 %. Par ailleurs, la montée du taux d'inflation a dissuadé les investisseurs et les industriels qui attendaient que les taux d'intérêt baissent. Toujours selon le « rapport de développement économique » de la DPT (Organisation Publique de Planification), en dépit de tous les efforts, le nombre de chômeurs a augmenté de 89 000 et le déficit du commerce extérieur a augmenté de 12,2 %, passant à 51 milliards de dollars entre janvier et octobre 2007.

On peut estimer que le déficit va continuer à se réduire en 2008, surtout si l'État renforce la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.

La signification de toutes ces données est la suivante : il se peut que la Turquie ne puisse pas maintenir la croissance des cinq dernières années, qu'elle ait du mal à financer le dé-

ficit courant et que sa lutte contre l'inflation se complique à cause des prix du pétrole qui augmentent.

Des mesures indispensables pour 2008

Si l'on analyse les choses à faire pour réduire les risques éventuels, la priorité est que nous avons besoin d'un nouveau programme économique, un programme permettant d'augmenter la résistance de l'économie turque et d'assurer la durabilité de la croissance... Cependant, les conditions les plus importantes pour ce programme sont l'amélioration du milieu d'investissement, la réalisation

de l'encouragement à l'investissement du secteur privé, l'incitation à la recherche et au développement, la mise en application d'urgence de réformes structurales telles que celle du Code de commerce turc, du personnel du secteur public et des administrations locales.

En complément, il incombe en 2008 des devoirs importants à la Banque centrale dont l'arme la plus importante est la politique monétaire pour une économie turque qui paraît être bloquée dans un dilemme de croissance élevée et d'inflation basse. On s'attend à une inflation plus élevée que ces années dernières avec en outre une augmentation des prix de l'énergie en début de l'année. C'est pourquoi un objectif d'inflation réaliste peut empêcher le renouvellement de l'inquiétude vécue en 2007 et réduire les retentissements sur les taux d'intérêt.

En conclusion, si l'on analyse la politique économique, on constate que des restrictions apportées aux dépenses budgétaires sont apparues comme un développement positif. Alors que le budget 2007 basé sur 205 milliards de YTL a été révisé à 202,8 milliards de YTL, la chute importante des revenus de l'impôt suite à la baisse des contrôles due aux élections avait été compensée par les revenus hors impôt et le déficit budgétaire estimé à 16,8 milliards de dollars a été ramené à 14,8 milliards de YTL. On peut estimer que ce déficit va continuer à se réduire en 2008, surtout si l'État renforce la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.

*Dr. Selda Atik, chercheur à l'Université de Hacettepe

La gare routière d'Istanbul : une effervescence permanente

Pour voyager dans toute la Turquie, rien de plus facile. En effet, d'innombrables sociétés proposent leurs services pour acheminer les voyageurs aux quatre coins du pays avec quantité de bus de grand tourisme.



La première fois que j'ai vu la gare routière du Grand Istanbul, j'ai été vivement impressionnée. Un nombre invraisemblable de compagnies, de toutes tailles, des rabatteurs qui crient les noms des villes pour lesquels un bus dispose encore de places, une fourmilière en pleine effervescence. Pour en savoir plus quant à l'activité tout à fait particulière de cette ruche, j'ai rencontré monsieur Ufak Saka, directeur des relations publiques et de la presse de la gare routière du Grand Istanbul.

L'emplacement actuel, situé à Esenler, tout près de la bretelle de la E5, est en service depuis 1994. Un contrat de 25 ans, qui se termine donc en 2019, a été signé entre la mairie du Grand Istanbul et la société qui gère les lieux. Auparavant, la gare routière était à Topkapı, où se trouve à présent le terminal des minibus. Compte-tenu du

développement des transports à l'époque, la place était devenue insuffisante. Actuellement, 240 sociétés de bus réparties dans 168 bureaux ont un pied-à-terre à la gare routière.

Le trafic est particulièrement élevé lors des bayram (fêtes religieuses), du Nouvel An, des vacances d'hiver semestrielles et des vacances d'été. Le pic d'activité a lieu le premier week-end des vacances d'été, donc à la mi-juin en général, à la fermeture des écoles.

Le trafic normal se situe autour de 1000 autocars par jour mais peut grimper jusqu'à 1500 aux périodes d'affluence précitées, sachant que la capacité maximale est de 2000 autocars par jour.



Essayez de deviner le nombre de voyageurs par an en Turquie qui prennent le bus : 175 millions ! 30 % transitent par la gare routière d'Istanbul. C'est la plus grande de Turquie et d'Europe avec 980 000 m² de surface et 140 millions de dollars de

matériel. Un autre chiffre pour donner une idée du va-et-vient permanent sur place : 100 000 personnes entrent et sortent tous les jours. 6500 personnes, tous corps de métiers confondus, travaillent ici (entre le personnel des sociétés de bus, les services de nettoyage, de surveillance, de réparation, d'entretien,...), une ville !

J'ai déjà utilisé de nombreuses fois ce moyen de locomotion pour circuler dans le pays et je dois dire que sur les longs trajets, le confort est au rendez-vous. Les places sont plus larges que dans les charters, le service à bord est de qualité : boissons chaudes et froides, en-cas, musique, films... sans oublier les lingettes parfumées (ou directement le flacon d'eau de Cologne). Toutes les 2

heures ou 2 heures et demie, une pause de 20 à 30 minutes est respectée. Alors, essayez vous aussi ; prenez le bus pour visiter la Turquie !

Texte et photos : Nathalie Ritzmann

Depuis l'an 2000...



...nous sommes à votre service, et nous faisons tout pour rester votre partenaire le plus proche. QUALITE et RAPIDITE sont nos mots d'ordre.

- * Traduction écrite en toutes langues (Administrative, juridique, commerciale, technique, médicale)
- * Spécialisé turc/français et français/turc
- * Interprétation simultanée et consécutive
- * Organisation de réunions et séminaires
- * Service de guide professionnel

trio
TRADUCTION & ORGANISATION

www.trio-zeta.com

TRIO Tercüme ve Organizasyon, Orgeneral İzzet Aksular Caddesi, Ordu Yapı Koop. 1A Blok D25, 4. Levent 34330 İSTANBUL
Tel: +90 212 268 30 94 Faks: +90 212 268 30 96

Merter Özay : un visionnaire à la tête de l'association des diplômés de St.-Joseph

Jeune avocat, il fait partie des conseillers juridiques de Carrefour. Depuis peu, il est le président de l'Association des diplômés du lycée Saint-Joseph. La fondation et la direction du lycée nous ont toujours soutenus. D'ailleurs, parmi les membres de notre comité de rédaction, de nombreuses personnalités sont diplômées de ce prestigieux lycée. Accueillis dans une salle magnifique, nous avons posé nos questions à ce jeune président.

Parlez-nous de l'objectif de votre association ?

Actuellement, un grand nombre d'écoles possèdent une association de diplômés mais, parmi elles, très peu disposent d'un tel établissement. Les associations qui ont existé jusqu'à présent s'étaient surtout intéressées aux terrains de tennis et aux restaurants, alors que nous voulons désormais agir comme une organisation non gouvernementale. Nous portons un grand intérêt aux relations avec la presse. Notre slogan lorsque nous préparions les élections était « Pas Kadıköy, mais le Monde. » De nos jours, un grand nombre de personnes diplômées de St-Joseph vivent à Kadıköy mais il en existe aussi beaucoup dispersés dans le monde. Nous avons voulu gérer cette association à la manière d'une société commerciale, en la divisant en départements et, de nos jours, chacun possède sa propre mission. En tant que président, j'ai beaucoup de possibilités pour établir des contacts avec l'extérieur. Dans une période de ma vie, j'avais pour objectif de me préoccuper de politique. Dans ce milieu, les personnes se séparent en deux groupes : certains commencent à travailler dans les organisations des partis durant leur jeunesse, tandis que les autres sont nommés au sommet de leur carrière professionnelle. En dehors de cela, les personnes intelligentes qui veulent faire quelque chose pour leur pays restent éloignées de la politique. Il semble que l'on ait réservé la politique à ces organisateurs alors que, à mon avis, le fait de rendre service au pays n'a pas de hiérarchie.

Parlez-nous un peu de votre parcours ?

Saint-Joseph est une école très puissante, très ouverte vers l'extérieur et qui communique très bien avec ceux qui ne sont pas issus de ses rangs.

J'ai été diplômé de Saint-Joseph en 1997, j'ai aussitôt été élu au Conseil d'administration et je suis devenu le président de l'Association des diplômés 10 ans après, à l'âge de 30 ans. Désormais, mon objectif est de faire de la politique... J'ai cette idée en

tête depuis que j'ai été admis à la Faculté de droit de l'Université de Marmara. Si l'homme se développe uniquement du point de vue professionnel, il restera toujours à la même place, il fera très bien son métier mais sa vie se passera pour rien. J'ai essayé de mener en même temps ma vie professionnelle, universitaire et sociale. Dans les premières années, j'ai fondé à l'université l'Association des juristes francophones, ce qui n'a pas duré longtemps, faute de soutien. À présent, je vais essayer de la recréer.

Quelle est la place du Lycée Saint-Joseph dans le développement de la Turquie ?

Saint-Joseph occupe une place importante au sein de la démocratie turque depuis déjà 20 ans. Une cinquantaine d'ambassadeurs sont sortis de Saint-Joseph au cours de cette dernière décennie. Lorsque je me demande pourquoi, je constate que l'enseignement de notre école correspond à la structure disciplinaire de l'État, et c'est la raison pour laquelle nous avons obtenu de si bons résultats. St-Joseph a formé un grand nombre d'universitaires et de hauts fonctionnaires mais, en revanche, il n'en est pas sorti beaucoup d'artistes.

Comment évaluez-vous le regard de l'État vis-à-vis du Lycée Saint-Joseph ?

Je pense que l'État est bienveillant envers le Lycée Saint-Joseph. Nous y recevons un

enseignement en français, avec un niveau d'enseignement de la littérature qu'un grand nombre de Français ne suivent pas. Parallèlement, nous recevons des cours de littérature, d'histoire et de géographie turques. Seul Saint-Joseph dispense un tel enseignement et c'est certainement pour cela que l'État est enclin à travailler avec les diplômés de Saint-Joseph.

Il existe certains problèmes concernant l'école, ceci est-il dû par hasard à la politique extérieure de la France vis-à-vis de la Turquie ?

Je ne pense pas que l'image de la France ait changé à Saint-Joseph mais, humainement, je pense que ma sympathie s'est réduite. De nos jours, il existe des établissements qui peuvent arborer le drapeau de la France en Turquie et Saint-Joseph et Carrefour SA sont parmi eux, parce qu'ils rendent service à la Turquie. Les diplômés de Saint-Joseph communiquent plus tranquillement avec les personnes et ils aiment leur pays. De ce fait, je sais que le nom de Saint-Joseph et sa position peuvent susciter de l'empathie mais lorsque l'on fait connaissance avec les diplômés de Saint-Joseph et l'on fait des affaires avec eux, cette image se brise.

L'Association des diplômés dispose de certains locaux. Vous voulez faire de certains d'entre eux des centres artistiques dans le domaine international.

Nos projets nécessitent de l'argent, des heures de travail et du sérieux et la bonne adresse est la Fondation d'éducation du Lycée Saint-Joseph, qui veut attirer des universitaires n'ayant pas peur de mettre la main à la pâte. Or cela a un coût et nous ne voulons pas fonder une université de fondation ordinaire mais une université qui fonctionnerait sérieusement, comme il y en a peu. L'Université de Galatasaray est une



des dernières en Turquie. Si l'université que nous voulons fonder ne se place pas parmi les 10 premières, ce n'est pas la peine de la fonder.

Sur le plan artistique, il existe une dégradation culturelle dans notre pays et il faut que quelqu'un prenne cette situation en mains. On a voulu que la TRT s'en charge, or il faudrait que les organisations non gouvernementales prennent part au débat. C'est ce que nous essayons de faire à l'heure actuelle. Nous ouvrons continuellement des expositions de peinture et nous pensons organiser une conférence sur les relations franco-turques. Nous disposons aussi de grands projets dans le domaine du spectacle : nous mettons en scène les artistes de Kadıköy Nos jeunes diplômés ont de grands problèmes du point de vue du recrutement et nous voulons résoudre cette situation en constituant une banque de CV. Les recruteurs peuvent consulter ces ressources humaines sur notre site Internet :

<http://www.sj-dernek.org.tr>

Avez-vous d'autres projets ?

Saint-Joseph est une école très puissante, très ouverte vers l'extérieur et qui communique très bien avec ceux qui ne sont pas issus de ses rangs. C'est en cela que doit résider la richesse culturelle. Je suis de Heybeliada et les équilibres qui y existaient ont changé avec le départ des minorités ces dernières années. Il faut que les habitants y restent pour que soient maintenues cette richesse culturelle. Saint-Joseph n'est pas de nos jours une école de minorités, mais Saint-Joseph a sa propre couleur qui devrait être conservée avec son domaine, ses diplômés, ses élèves et son école... C'est la raison pour laquelle nous essayons d'unir les anciens de Saint-Joseph avec les autres jeunes diplômés.

Propos recueillis par Hüseyin Latif

Serge Mantelet, réflexions d'un artisan-artiste

Il a grandi dans un milieu modeste où la bonne éducation était la priorité de ses parents. À l'âge de 17 ans, il décide de monter à Paris avec son C.A.P. de coiffure en poche. C'est dans un salon du IX^e arrondissement qu'il commença sa vie professionnelle. À 30 ans, il fut engagé par Alexandre dont il devint le premier coiffeur puis le directeur artistique. Après une dizaine d'années de collaboration avec le maître, il décida de reprendre sa liberté et travailla pour le théâtre d'art et d'essai puis il partit en direction de New York puis de Rome. Il partage à présent son temps entre Paris et Istanbul où il réside.

À quand remonte votre premier contact avec la Turquie ?

J'ai fait la rencontre en 1980 d'une femme de nationalité turque. Nous nous sommes liés d'amitié puis un jour elle m'invita en Turquie pour satisfaire ma curiosité. Je fus immédiatement fasciné par la beauté de ce pays et la gentillesse des Turcs toujours intéressés par la découverte de ce qui est étranger à leur culture. Deux mois après cette première ex-

périence, j'eus la chance de faire un voyage en goélette sur la mer Egée. Ce « tour bleu » fut pour moi un des chocs que la beauté de la nature a pu m'offrir, entre autres la propreté de l'eau où l'on peut bien voir les fonds, ce qui n'est plus le cas en Méditerranée, devenue la côte du tourisme industriel.

Depuis quand résidez-vous à Istanbul et pourquoi ?

En 1983, j'étais arrivé à un autre tournant important de ma vie où j'avais le désir profond de vivre d'autres expériences pour grandir émotionnellement. Le choix s'est imposé de lui-même. Les Turcs ont un cœur d'enfant, s'émerveillent et s'étonnent. La curiosité ne leur manque pas mais, comme les enfants, ils manquent d'organisation. Dès mon arrivée, j'ai pu voir et je peux voir encore toutes les sollicitations que l'étranger a pu amener. Elles ne sont, en grande majorité, pas positives mais, avec le temps, les Turcs

pourront faire le tri. L'adaptation à la nouveauté exige de la patience pour trouver les nouvelles directions à prendre. J'aime vivre ici. En Europe, les gens ne s'étonnent plus. Or, quand la vie ne nous étonne plus, nous perdons en amabilité et perdre son amabilité, c'est tronquer la partie la plus merveilleuse de soi. Européen de naissance, je ne me suis

jamais senti « agressé » ici pour ma différence.

Que pensez-vous des relations franco-turques ?

Je ne pense pas que les relations franco-turques et européennes soient aussi négatives que le laissent paraître les médias. Les politiques, les journalistes qui ont un jugement négatif au sujet de ce pays devraient faire un long séjour en Turquie pour en

découvrir les mœurs et les coutumes. Comment peut-on parler de choses sans les avoir connues ? Cela m'a toujours laissé perplexe. Émettre des opinions négatives sur telles ou



Serge Mantelet

telles attitudes d'humains vivant sur cette planète sans être allés les voir n'est pas sérieux.

Quels sont vos projets en Turquie ?

Je suis heureux de vivre en Turquie et je continuerai à y vivre. J'ai un projet de livre sur le travail manuel et j'aimerais le mettre en valeur en racontant l'histoire d'un coiffeur qui a ennobli son métier, ce personnage ayant une influence importante sur l'évolution des comportements et des attitudes de ses contemporains.

Que souhaitez-vous pour la Turquie ?

Que des écoles professionnelles soient ouvertes pour donner les structures de base indispensables afin que la jeunesse turque soit en compétitivité avec celle des pays voisins. Les jeunes composent la très grande majorité de ce pays et les idées nouvelles ne leur manquent pas. Mustafa Kemal Atatürk avait compris, il y a longtemps, que l'enseignement libère l'humain de sa condition enfantine. Bonne chance au peuple turc.

Article et photo : Nathalie Ritzmann

L'Université de Sakarya : une recherche permanente de qualité dans l'enseignement supérieur

*L'École supérieure d'architecture ouverte en 1970 a été le noyau de l'Université de Sakarya. Devenue l'Académie d'Architecture et d'Ingénierie en 1982 et une faculté de l'Université technique d'Istanbul entre 1982 et 1992. L'Université de Sakarya est la seule université respectant en même temps les Certifi-
cats de Qualité TS-EN- ISO-9001:2000 et l'EFQM. Elle compte 43 000 étudiants, 8 facultés, 2 écoles supérieures et 12 centres de recherche. Nous
avons rencontré le Prof. Dr. Mehmet Durman, président de l'Université de Sakarya pour en savoir plus.*

Pourriez-vous nous informer sur ce qu'offre l'Université de Sakarya ?

Dans l'Université de Sakarya, tous les travaux se réalisent selon un plan stratégique et de qualité. L'éducation et la formation se font selon ces critères. Notre université offre des moyens d'enseignement qui ne se trouvent pas encore dans les pays les plus modernes et nos laboratoires de recherche et d'enseignement sont munis de la technologie la plus récente. Aujourd'hui, même dans nos écoles supérieures, nous avons dans toutes les classes des ordinateurs avec accès aux banques de données et à Internet. On y trouve aussi des salles et des terrains de sport, des bibliothèques, des cafétérias et des salles de détente pour les étudiants. Parallèlement, une cinquantaine de clubs d'étudiants sont actifs, dans des domaines très différents.

Vous êtes connu

pour vos innovations dans les Écoles supérieures. L'Université de Sakarya est en train de former une nouvelle structure dans l'enseignement et l'éducation. Pouvez-vous nous l'expliquer davantage ?

Les universités doivent être dynamiques et innovatrices. L'Université de Sakarya applique une politique de qualité et de rénovation continue. En Amérique et en Europe, les changements se font vite dans l'éducation supérieure et nous ne pouvons rester à l'écart de ces évolutions. C'est pour cela qu'en 2008 nous avons décidé de nous restructurer. Les étudiants doivent savoir dès leur choix du département ce qu'ils auront acquis à la fin de leurs études. Aujourd'hui, dans plusieurs universités, les départements ne sont pas bien définis et il faudrait améliorer cela en prenant en compte les attentes du marché de travail. Dans certains de nos départements, de nombreux étudiants diplômés ne peuvent trouver de travail car on décerne des diplômes mais il n'existe pas l'emploi correspondant. Les départements doivent être structurés selon les besoins nationaux et internationaux. Par

exemple les étudiants de la Faculté d'éducation ont des difficultés pour trouver du travail : ces facultés forment des professeurs pour l'enseignement professionnel et nous avons 18 000 diplômés tous les ans alors que le ministère de l'Éducation n'en recrute que 5 %. La position de nos étudiants n'est pas déterminée et il va falloir vite ouvrir de nouveaux départements et facultés selon cette nouvelle définition, par exemple une faculté de technologie. La qualité des programmes peut résoudre ces problèmes : avant, il y avait l'ingénieur métallurgiste



Un autre problème est l'absence d'objectif de nos étudiants, ceci diminuant leur motivation.

Il faut donc changer de structure selon les besoins et les changements mondiaux et adapter le choix des matières enseignées.

parce qu'on utilisait le métal alors qu'aujourd'hui on utilise avec le métal la céramique et d'autres composants. Il faut donc changer de structure selon les besoins et les changements mondiaux et adapter le choix des matières enseignées. Tout au long du processus, il faut prendre en considération les besoins des étudiants et le marché de l'emploi. Le produit de l'enseignement est devenu plus important. Dans ce système, l'étudiant pourrait voir tout le processus de son enseignement du commencement jusqu'à la fin. Les employeurs sauront les qualités des étudiants qu'ils vont recruter et les universités des autres pays aussi auront la possibilité de connaître la qualité des étudiants qu'elles vont accueillir. Il

s'agit donc bien là d'un moyen de mondialisation. Les programmes d'éducation prendront aussi en considération les heures passées dans les bibliothèques. Il faut réorganiser les

programmes en prenant en compte ce temps de recherche et de documentation, le total ne pouvant être inférieur à 1500 heures. Ceci est un changement très radical car pour une éducation convenable, il faut au minimum 1500 et au maximum 1800 heures de cours par an. L'un des grands problèmes de notre éducation nationale est l'enseignement des langues étrangères : on a beau commencer dès l'école primaire, même les diplômés de l'enseignement supérieur ne pratiquent aucune langue étrangère. Nous cherchons à résoudre ce problème, convaincus qu'un étudiant diplômé de l'enseignement supérieur doit pratiquer au moins une langue étrangère à un niveau B1, or ceci demande de changer le système d'enseignement. Un autre problème est l'absence d'objectif de nos étudiants, ceci diminuant leur motivation. Il faut un programme qui donne plus de temps à l'étudiant. Il faut vérifier ce programme en faisant des tests entre les étudiants et la population. Dans l'Université de Sakarya, tout ce programme sera instauré dès le mois de juin. Les Écoles supérieures seront aussi restructurées de

cette façon, suivant les mêmes objectifs.

L'un des objectifs de l'Université est d'obtenir le Prix de qualité européenne. Que faites-vous pour cela ?

Nous sommes déjà la seule université qui a les certificats de qualités du TS-EN-ISO 9001:2000 et de l'EFQM. Notre but est d'obtenir le Prix de qualité européenne car la qualité constitue le centre de notre éducation. Nous espérons l'augmenter tant au niveau national qu'international. Pour cela, nous avons déjà préparé nos plans stratégiques : nous travaillons selon les normes de

nos missions prévues à l'échelle mondiale, nationale et locale et nos travaux seront validés par des experts indépendants.

L'Université de Sakarya occupe la première place en Turquie dans le Programme Erasmus d'échange d'étudiants. Pouvez-vous nous en parler ?

Notre université reconnaît les principes de rénovation et de progrès, elle a obtenu, pour l'année 2006-2007, une subvention qui est au huitième niveau dans l'ensemble des universités. Pour l'année 2007-2008, elle a été la première de Turquie en obtenant la plus importante subvention du programme Erasmus parmi 84 écoles supérieures. L'Université de Sakarya a obtenu 1 181 226 €, l'Université technique d'Istanbul a obtenu 1 081 000 € et l'Université d'Ege a obtenu 806 000 €. Avec cette subvention, l'Université de Sakarya va pouvoir envoyer 400 étudiants pour un délai d'un semestre ou



Mehmet Durman

d'un an dans diverses universités des pays de l'Union européenne pour leur formation universitaire. Notre but est non seulement de préserver ce niveau mais aussi d'augmenter la quantité des dons pour pouvoir envoyer tous nos étudiants dans de grandes universités des pays de l'UE. D'autre part, notre université se place au deuxième rang dans le classement des projets acceptés par le Programme Leonardo da Vinci.

Propos recueillis par Hasan Latif

2700 araştırmacı,
güzellik düşlerinizi
gerçeğe dönüştürmek
için çalışıyor.

Çünkü siz buna değersiniz
L'ORÉAL
PARİS

La corruption : une usurpation du droit de la majorité



*Haydar Çakmak

Les organisations, les pays, les politiciens et tous les autres acteurs des relations internationales, les Nations unies en tête, produisent de nouvelles théories, de nouvelles notions et de nouvelles politiques au fur et à mesure qu'apparaissent les besoins des pays, des régions et du monde. Par exemple, la paix, les droits de l'homme, les libertés, les droits des minorités, l'environnement, la pauvreté etc. Comme l'on sait, de nos jours, des interventions à destination des pays et des administrations qui ne respectent pas les droits de l'homme et la lutte contre la pollution de l'environnement peuvent avoir lieu s'il n'existe pas une autre intention, ce qui n'est d'ailleurs plus critiqué. Car les personnes et l'opinion publique internationale sont convaincues que cela est nécessaire et elles sont conscientes du fait qu'un tel jour pourrait arriver pour elles aussi. C'est en réalité un grand progrès pour les relations

internationales que cette prise de conscience de la défense de la nature. Cesser la violation des droits de l'homme et la destruction de l'environnement, considérant celui-ci comme l'héritage commun de toute l'humanité et en faire un devoir commun est vraiment une grande étape pour les relations internationales.

Actuellement, il existe de nombreux pays riches dont certains le sont devenus en s'appropriant les richesses naturelles des pays d'Afrique ou d'Asie. Mais au XXI^e siècle, nous n'avons toujours pas pu résoudre le problème des enfants qui meurent de la famine ou souffrent de maladies dues à la malnutrition en Afrique et sur d'autres continents. C'est ce qu'on peut appeler la honte de l'humanité. De nos jours, un des problèmes sérieux,

nationaux et internationaux, est la corruption. C'est l'un des facteurs importants qui entraîne le gâchis des ressources et le déséquilibre dans la répartition de revenus dans les pays sous-développés et les pays en voie

La corruption est l'un des facteurs importants qui entraîne le gâchis des ressources et le déséquilibre dans la répartition de revenus dans les pays sous-développés et les pays en voie de développement.

de développement. Toutefois, il est à noter que les pays puissants et les organisations non gouvernementales et officielles ne disposent pas d'études sérieuses à ce sujet. La corruption n'est pas uniquement le problème national des pays et on sait bien que la plupart

des corruptions internes à un pays ont des liaisons extérieures. Par exemple, les adjudications internationales, le commerce international et les corruptions réalisées dans le domaine des investissements ont toujours eu

des liaisons extérieures. Par ailleurs, ceux qui font de l'escroquerie par les voies bancaires, financières et les pots-de-vin à l'intérieur d'un pays vivent dans un autre pays où ils se sont enfuis comme s'ils étaient des personnes honorables avec cet argent qu'ils ont obtenu illégalement. Cependant, aucune action judiciaire n'est menée au sujet des corruptions commises par ces personnes et c'est la plus sérieuse infraction au droit, à la morale et aux droits de l'homme. Les Nations unies en tête, les organisations internationales et les pays doivent aborder ce sujet urgent et important. Il ne s'agit pas de l'usurpation du droit des minorités dans les pays mais de l'usurpation du droit de la majorité. De ce fait, si les organisations qui défendent les droits des minorités défendaient aussi les droits usurpés de la majorité, elles feraient une bonne action pour toute la planète.

*Prof. Dr. Haydar Çakmak
Université de Ghazi

Directeur du Département des Relations Internationales

Istanbul dans la compétition des capitales culturelles

(Suite de la page 1)



Nora Şeni

Pourquoi avez-vous effectué ce virage vers l'histoire ?

J'ai commencé par étudier Istanbul dans le domaine de la finance au XIX^e siècle puis je me suis vite passionnée pour l'histoire de certaines familles de banquiers et je me suis alors détournée de l'aspect économique. L'utilisation de l'espace urbain au XIX^e siècle a alors constitué mon axe d'étude et je persiste encore dans cette démarche. L'éditeur turc Kitap Yayınevi vient de publier un recueil de mes articles sur Istanbul au XIX^e siècle, qu'il a fait traduire du français en turc.

Sur quoi vous êtes-vous appuyée pour travailler sur l'histoire d'Istanbul au XIX^e siècle ?

Sur des archives. Un corpus que j'ai utilisé concernait la correspondance de l'épouse d'un ambassadeur français à Istanbul entre 1856 et 1858. C'est la période qui correspond aux premières réformes urbaines et municipales dans cette ville. La femme de l'ambassadeur raconte ses trajets en chaise à porteurs, les rues mal pavées. Cette femme – elle se prénomait Marie – était accompagnée de sa cousine qui s'appelait également Marie. Les deux femmes portaient des regards totalement divergents sur la Turquie. L'une était absolument dans l'imaginaire colonial, indifférente à cette culture qui n'était pas la sienne, tandis que l'autre était dans lignée orientaliste, s'extasiait devant n'importe quel turban, elle idéalisait « l'Orient ». Des clichés structurent sa pensée, mais ils sont très différents

des clichés de l'autre Marie. À partir de cette confrontation de deux imaginaires, j'ai écrit un livre qui s'intitule *Marie et Marie, une saison à Constantinople* (aux éditions Metropolis, 1996) et qui propose une mise en perspective de ces deux regards s'exprimant à travers la correspondance des deux femmes.

J'ai également travaillé sur les archives de plusieurs familles de banquiers dont celles des Camondo stambouliotes qui ont emménagé à Paris en 1869. C'est une histoire passionnante qui s'étend sur plusieurs générations (*Les Camondo*, l'Éclipse d'une fortune, Actes Sud, 1997, avec S. le Tarnec).

Qu'est-ce que l'on cherche à savoir lorsqu'on entreprend d'explorer des archives ?

Je cherche à me représenter une réalité : comment vivaient les gens, comment ils se parlaient, comment ils mangeaient, comment s'organisaient les alliances matrimoniales... Bien sûr, il y a différentes manières d'aborder le passé. Dans ces deux recherches, je l'ai fait par l'étude des familles, de la finance, de la ville. En ce qui concerne la ville, j'ai étudié la réglementation de la présence en ville des femmes et des minorités. Cela passe par des actes de la Sublime Porte qui légifèrent sur les vêtements de ces deux catégories de citoyens. Les édits de l'État fixent l'épaisseur du manteau et du voile des femmes. Par ailleurs, les non musulmans – juifs, arméniens et grecs – devaient porter des couleurs de coiffe et de chaussures permettant de connaître immédiatement leur appartenance communautaire.

De quelle manière et quand sortait-on ?

Cela dépend des villes et des quartiers. Par exemple à Péra, certains endroits près du port étaient plutôt mal famés et très vivants jusqu'aux réformes du milieu du XIX^e siècle. Les quartiers européens étaient animés la nuit à la différence de la presque histoire d'Istanbul quelque peu déserte la nuit. La publication à répétition des réglementations vestimentaires et autres laisse penser qu'on n'y obéissait pas forcément, qu'elles n'étaient sans doute pas respectées.

Après toutes ces études, êtes-vous parve-

nue à tirer des conclusions sur l'évolution d'Istanbul ?

Peut-être ai-je déduit des logiques territoriales. Jusqu'au XIX^e siècle, c'est l'appartenance à une même communauté ethnique religieuse qui guidait l'installation des Stambouliotes dans les quartiers de la ville. Ces quartiers n'étaient pas des ghettos, il n'y avait pas de murs qui les bordaient, pas de portes qui se ferment pendant la nuit, etc. Dans ces quartiers communautaires, pauvres et riches cohabitaient. À partir du XIX^e siècle, le principe d'installation urbaine devient de moins en moins communautaire et la distribution spatiale de la population urbaine obéit progressivement à des contraintes économiques, les regroupements se faisant par classes sociales et les familles aisées étant les premières à quitter les quartiers communautaires.

Vous avez organisé, à Istanbul, un colloque international intitulé « Philanthropes et mécènes dans la ville pour une politique culturelle contemporaine » avec le soutien principal de l'IFEA. Quel a été l'objectif de ce colloque ?

Le mécénat et la philanthropie sont des pratiques qui étaient importantes à la fin du XIX^e siècle et qui venaient remplacer la charité. Cela a quelque peu disparu avec le développement de la mission sociale de l'État.

Au début du XX^e siècle, c'est l'État qui commence désormais à prendre en charge le logement des pauvres, la santé publique, l'éducation et la culture. Aujourd'hui, avec le retrait de l'État, en France comme en Turquie, des initiatives à but non lucratif – associations et fondations – s'expriment, qui reprennent le flambeau des mécènes et des philanthropes du XIX^e siècle. Un des résultats de cette évolution en Turquie est la création de nouveaux musées et de festivals d'envergure internationale. Ces fondations créent du patrimoine artistique et culturel mais aussi le préservent. Je me suis penchée sur ce phénomène pour le mettre en paral-

Istanbul est en train de devenir une place importante dans l'univers mondialisé des arts contemporains.

lèle avec l'action sur la ville. On a tendance aujourd'hui à instrumentaliser les équipements culturels dans l'action sur la ville. Lorsqu'on fait un projet de réhabilitation urbaine, on le conçoit autour d'équipements culturels, de musées, de bibliothèques, de centres d'art et de création. C'est un peu ce qui se passe à Istanbul, ville qui est en train de devenir une place importante dans l'univers mondialisé des arts contemporains. Ce colloque a donné lieu à des rencontres entre les acteurs de cette tendance, ceux qui sont à l'origine de ces fondations, ceux qui créent ces équipements culturels. Nous avons également réfléchi sur les concepts et les théories qui permettent de mieux cerner cette évolution.

Quel bilan avez-vous tiré de ce colloque ?

J'ai trouvé ces rencontres passionnantes, le colloque a fonctionné comme une plateforme de dialogue entre acteurs, universitaires et théoriciens. Beaucoup d'étudiants et de jeunes chercheurs y ont participé, la salle de conférence du Musée de Péra qui accueillait ce colloque était pleine, ce sujet

semble passionner un grand nombre de personnes.

D'ailleurs, les débats sur les questions que soulèvent la circulation des œuvres et l'implantation de nouveaux équipements sont d'ac-

tualité. Voyez les échanges passionnés suscités par la création à Abou Dhabi d'un Louvre des Sables ! Je ne vois pas d'inconvénient à ce que les émirats arabes se dotent de lieux pour y exposer les chefs-d'œuvre de l'art dit « occidental ». L'Europe a bien exporté ses écoles, transféré et partagé des savoirs, elle continue à fonder des universités hors de ses frontières. Sans faire d'angélisme, sans naïveté sur le volet commercial des accords entre le Louvre et les Émirats, je crois en la vocation de la création artistique à se diffuser, à toucher, à émouvoir, à faire circuler vérités et questionnements.

Propos recueillis par
Mireille Sadège et Marine Deneufbourg

Savoir ce qu'il faut faire dans la vie !

(Suite de la page 1)

Certains écrivent des romans, d'autres publient des journaux. À présent, on peut même devenir célèbre en étant à la tête d'un club de football.

Nous allons aborder aujourd'hui un sujet qui intéresse la presse francophone en Turquie et son historique. Selon François Georgeon, 350 journaux et revues ont été publiés en français entre la fin du XVIII^e siècle et 1971, date à laquelle la publication du dernier journal quotidien en français a pris fin. Je voudrais partager avec vous certaines parties de l'étude de Georgeon intitulée « Regard général sur la presse faisant des publications en français en Turquie dans la période kémaliste (1919-1938) »

Avant 1914, les quatre cinquièmes des 200 périodiques turcs étaient des revues et des journaux rédigés entièrement en français. L'écrivain chercheur affirme : « Il faut indiquer *le Stamboul* qui a été publié de 1875 à 1964 et dont le nom s'est transformé en Istanbul en 1934. » Dans son étude, l'auteur note ceci au sujet de la presse francophone : « Ils ont par moment soutenu la politique des puissances étrangères et, à d'autres moments, ils ont transmis l'opinion et le point de vue turcs à leurs lecteurs. »

Le point commun entre *Le Stamboul* et La République, version française du quotidien Cumhuriyet publiée après 1925 ou les publications *Tout-Pera* et *L'Économiste d'Orient* parues pendant la période de l'armistice et reflétant la vie de la haute société a été la langue française qu'ils utilisaient comme moyen de communication.

Lorsque nous avons commencé en avril 2005 notre publication, nous voulions être une fenêtre à la française de la Turquie qui s'ouvre sur le monde. Nous voulions montrer et raconter le beau visage de notre Turquie au monde francophone.

Certains ont voulu casser notre enthousiasme et d'autres ont montré la plate-forme funéraire de la mosquée de Teşvikiye.

Les premiers journaux en français ont commencé à paraître à Izmir dans les années 1820. Parallèlement au journal turc paraissant tous les 5 jours la « Revue du Monde musulman » publiée en 1909 et « l'Annuaire oriental » datant le 1914, prenaient place 6 journaux français : *Le Stamboul*, le *Moniteur oriental*, le *Llyod ottoman*, le *Jeune Turc*, *Aurore*, et *La Patrie*.

En ce temps-là, le français était la langue de la diplomatie, obligatoire pour les politiciens et les élites. De nos jours, c'est une langue culturelle et c'est devenu un privilège de savoir parler la langue de la diplomatie. Du reste, le français parlé par les minorités et les intellectuels ottomans et diffusé par l'intermédiaire du Lycée de Galatasaray a vécu une période faste avec de nombreuses publications lors de la fondation de l'État turc national par Mustafa Kemal. La presse qui faisait savoir l'opinion française s'est adaptée aux nouvelles réalités de la Turquie et a joué un rôle culturel, politique et économique dans les relations franco-turques.

La défense de l'influence des puissances européennes en dehors de la France dans l'entre-deux-guerres été rendue possible par la presse qui était publiée en français. Un exemple intéressant à cet égard est la démar-

che des Britanniques qui voulaient prendre le contrôle du journal *Aurore*. L'Angleterre s'était mise en 1921 à publier une gazette en français intitulée *Gazette britannique* en vue d'annoncer à l'opinion publique les succès de la Grande-Bretagne à l'Est. Par la suite, ils ont réussi à s'emparer du contrôle financier de l'ancien journal *Aurore* d'origine juive qui avait débuté sa publication après la Révolution de 1908. À compter de septembre 1921, *Aurore* est devenu un organe de publication anglais hebdomadaire indépendant, littéraire et politique.

De son côté, *L'Économiste d'Orient*, qui défendait les intérêts de la Turquie, constitue une source de premier plan pour l'analyse de la vie économique de la Turquie kémaliste.

Les journaux en français se sont multipliés dans l'entre-deux-guerres. Bien que la majorité soit provisoire, les journaux tels que *Le Bosphore* et *La Presse du soir* ont pu préserver leur existence pendant de longues années. En outre, *Le Stamboul*, commence à paraître de nouveau à partir de décembre 1918 après avoir subi une interruption durant les années de guerre. Lors de cette période, la presse en français, sauf *L'Entente* et le *Courrier de Turquie* publiés par les libéraux ottomans opposés à Union et Progrès, se développe. En dehors de ces journaux, il existait l'organe de défense des intérêts arméniens la Renaissance et les défenseurs de la nationalité grecque, *Le Spectateur d'Orient* et *Le Moniteur oriental*. Parmi les autres journaux importants de la période de l'armistice, nous pouvons citer *Le Bosphore*, *L'Aurore* et le *Journal d'Orient*.

Le gouvernement français accordait une aide financière ou encourageait *Le Stamboul* et le journal français d'Izmir *L'Écho de France*.

Avec la victoire des forces kémalistes, une nouvelle période s'ouvre pour la presse en français. Avant même la signature du Traité de Lausanne, un grand nombre de journaux en français tels que *La Turquie nouvelle*, *Le Réveil*, *La Presse du soir* avaient disparu. Parmi les grands journaux, uniquement *Le Stamboul* et *Le Journal d'Orient* ont pu préserver leur existence.

La plupart de ces publications s'exprimant en français avaient deux objectifs : donner d'abord à l'Occident des informations sur la Turquie et lutter contre les préjugés en vigueur existant contre les Turcs.... Ainsi, Yunus Nadi, en publiant *La République*, avait voulu changer les idées dominées selon lui par le « concept des Croisés » survivant en Europe contre la Turquie et rappeler que les Turcs n'étaient pas des « fanatiques asiatiques ». Dans le premier numéro de *La République*, il était annoncé : « la Turquie et les Turcs font partie de l'union européenne ».

En 1934, l'année où Akcham a cessé de publier sa version en français, une revue illustrée intitulée *La Turquie kémaliste* a commencé à paraître à Ankara.

Après les lignes ci-dessus que j'ai résumées de François Georgeon, je voudrais revenir sur le journal *Aujourd'hui la Turquie*. Il a sans doute attiré votre attention que le 35^e numéro que vous avez en mains a une double couverture. Nous présentons à nos lecteurs un supplément particulier concernant le 125^e anniversaire de l'Université des Beaux-Arts

Mimar Sinan. L'Université des Beaux-Arts Mimar Sinan (MSGSÜ) est l'université de Turquie qui a joué un grand rôle dans l'éducation d'un grand nombre d'artistes et de passionnés d'art. Il y a exactement 125 ans, sa création avait fait la « une » de *La Turquie* qui était l'un des journaux en français de l'époque. J'ai appris tous ces détails lorsque j'ai rendu visite, en décembre 2007, au recteur de l'Université des Beaux-Arts Mimar Sinan, le Prof. Dr Rahmi Aksungur. C'est ainsi que ce numéro artistique que vous avez entre les mains est né avec le soutien de ce cher professeur. Je remercie au nom de notre journal, notre directrice de la rédaction le Dr Mireille Sadège, le graphiste Ersin Üçkardeş et la responsable du Centre de presse et des relations publiques de l'Université, Özlem Ataman, pour leur contribution à la constitution de ce numéro et, en tête, Monsieur Rahmi Aksungur qui nous a offert cette occasion.

À propos d'anniversaire, notre journal fête sa troisième année le mois prochain, c'est-à-dire le 1er avril 2008. Pour cela, nous préparons pour vous des surprises particulières, qui se poursuivront toute l'année.

Trois années et exactement trente-six numéros. Facile à dire. Je me rappelle les difficultés vécues aux premiers jours. Personne ne nous croyait et n'avait confiance en nous. Certains organismes ont encore des hésitations à nous soutenir. Pour faire cesser leurs hésitations, je voudrais partager avec vous un de mes souvenirs avant de citer le nom de quelques personnes qui ont soutenu notre journal.

C'était à l'automne 2005. J'avais rendu visite à la succursale d'Istanbul de la Société Générale pour leur demander de soutenir notre journal. Tout en buvant mon chocolat chaud le soir du 25 janvier au Café de Flore, je me suis rappelé le sentiment que j'éprouvais pendant que je descendais par l'ascenseur d'Akmerkez, mes journaux dans les mains. J'ai pris note dans mon agenda de cette réunion dont j'étais revenu avec une réponse négative, ainsi que de plusieurs autres identiques. Une banque française travaillant en Turquie refusait de soutenir un journal neutre œuvrant à améliorer les relations économiques, politiques et culturelles entre les deux pays, disant ne pas avoir un budget de quelques milliers d'euros. De plus, le journal en question était publié en français. Bien après cette réunion, que j'ai quittée attristé, la Société Générale s'est abonnée à notre journal et a pris place parmi nos fidèles lecteurs. J'ai voulu partager cet événement avec vous. Aujourd'hui, la banque vient de perdre 6,8 milliards de dollars en un an par l'action d'un trader. J'ai posé sur ma table la tasse de chocolat chaud que j'avais entre les mains. Stéphane continuait à recevoir les commandes des belles dames et des hommes chic du Café de Flore. De mon côté, je me suis mis à penser qu'il y a une très grande différence entre quelques milliers d'euros et 4,9 milliards d'euros.

Il était indiqué que les 50 milliards d'euros qu'avait joués Kerviel en Bourse étaient quatre fois la perte annuelle de la Sécurité Sociale française ou encore représentaient le Produit Intérieur Brut (PIB) du Maroc.

La morale de cette affaire est que nos hom-

mes d'affaires et nos banquiers devraient avoir confiance en notre journal comme les scientifiques. Les investissements que vous faites dans le journal, les annonces que vous faites publier et les numéros que vous achetez vous feront prendre place du côté du juste, du beau et de la vie.

À présent, avant de mettre un point final à ce long article, je voudrais entamer notre quatrième année en citant les noms de quelques personnes : je tiens à remercier le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan, le ministre des Affaires étrangères Ali Babacan, le ministre de la Culture et du Tourisme Ertuğrul Günay, Messieurs les ambassadeurs Osman

Korutürk, Ender Arat, Hüseyin Avni Karşlıoğlu, Selim Kunalalp, Bernard Emié, la consule générale Christine Moro et Mordehai Amihai. Et aussi Ersin Özince, directeur général de Türkiye İş Bankası...

Il y a également trois noms que je n'oublie pas : Yann de Lansalut, directeur du Lycée Notre-Dame-de-Sion, Laurent Pichot directeur du Lycée Saint-Joseph et Arhan Apak, président de la Fondation Çelik Gülersoy. Ces personnes et bien d'autres, quels que soient leurs points de vue politiques, ont fait confiance à *Aujourd'hui la Turquie*. De notre côté, nous n'allons pas décevoir ceux qui ont cru en nous.

Voilà à quoi je songeais à la veille du 125^e anniversaire de l'Université des Beaux-Arts Mimar Sinan et du 3^e anniversaire de notre journal. Cependant, je voudrais conclure mon article de ce mois avec la question que la mère d'un ami lui a posée : « Que veux-tu faire dans la vie ? »

Ma réponse actuelle est : faire un journal quotidien en français mais nous ne sommes encore qu'au tout début du chemin. Nous avons besoin de personnes qui nous fassent confiance, et je signale à ceux qui, à une époque, ont été trop frileux pour nous suivre qu'ils seront toujours les bienvenus avec leurs encouragements et leur soutien.

Aujourd'hui la Turquie va vivre sa quatrième année en continuant à raconter en langue française la Turquie, la France et le monde.

*Dr Hüseyin Latif
Directeur de la publication

Aujourd'hui la Turquie va vivre sa quatrième année en continuant à raconter en langue française la Turquie, la France et le monde.

Droit aux Clubs pour tous !



TURQUIE
Club Marmara
Kimeros Hôtel

339 €*
7 nuits en formule "tout compris", vols inclus !

Marmara
Droit au voyage

Dans notre agence de voyages ou marmara.com
0892 161 161

Une porte qui s'ouvre à la francophonie



Le Centre culturel français a ouvert ses portes aux habitants d'Izmir le 19 janvier 2008 pour exposer des œuvres des deux cultures.

La bibliothèque, les salles de théâtre et d'exposition, les classes et même les galeries étaient toutes préparées spécialement pour cette journée. Les participants ont eu la chance de passer une journée agréable et originale en goûtant à la cuisine française et en prenant part à des ateliers de calligraphie, d'amulettes de verre et de piano.

La participation de l'ambassadeur de France à Ankara, Monsieur Bernard Emié, aux événements a apporté une importance politique aux activités culturelles. L'ambassadeur, qui participa dans la matinée à la présentation de « Mare Nostrum, Izmir/Phocée/Marseille, un Voyage dans l'histoire », a dit beaucoup de bien du projet tout en soulignant que son soutien allait continuer. Durant la conférence de presse en fin de journée, l'ambassadeur a affirmé ses opinions positives en ce qui concerne les relations franco-turques, le processus d'adhésion à l'UE, l'année de la Turquie en France en 2009 et la candidature d'Izmir pour « Expo 2015 ».

N'oublions pas les 500 années de relations entre la Turquie et la France !

Monsieur l'ambassadeur Bernard Emié, venu à Izmir avec ses attachés d'ambassades chargés de l'économie, de la presse

et de la culture, a ainsi souligné l'importance qu'ils accordaient aux événements. L'ambassadeur, qui eut des contacts politiques, économiques et culturels, a souligné qu'Izmir, troisième grande ville et port important de la Turquie, était en tête dans la candidature pour « Expo 2015 ». L'ambassadeur souligna le fait que la France est le cinquième partenaire commercial de la Turquie et a rappelé qu'Izmir est une ville active en ce qui concerne les relations économiques entre les deux pays mais aussi en matière d'éducation et de culture. Monsieur Emié a complimenté l'éducation francophone à succès dans les lycées privés d'Izmir, Tefvik Fikret et Saint-Joseph, tout en attirant l'attention sur le travail harmonieux des archéologues turcs et français sur les fouilles d'Agora. Monsieur Emié a répondu aux questions des journalistes sur la position de la France



dans le processus d'adhésion de la Turquie à l'UE. L'ambassadeur a précisé qu'une attitude négative relevait du fait qu'on ne connaît pas suffisamment la Turquie et a déclaré que c'est pour cette raison que les deux pays devraient mieux estimer leur relation qui dure depuis 500 ans. Pour l'ambassadeur, l'année de la Turquie en France serait une bonne occasion de mettre fin aux préjugés.

Meknuze Özgüle, Journaliste

La francophonie en Europe centrale et orientale début 2008 : Contrastes, évolutions ou régressions ?



*Dr Olivier Buirette

Abou Diouf, l'ancien président de la République du Sénégal est secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) depuis 2002 et a été réélu en 2006.

Sans relâche depuis toutes ces années, il diffuse son enthousiasme et son énergie de par le monde pour prendre la défense de celle-ci. L'organisation en tout cas ne se porte pas si mal et l'on peut même dire que le dynamisme de son secrétaire général y est pour beaucoup.

Il faut en effet dire que depuis la chute du mur de Berlin à l'est, la fin de la division de l'Europe en deux blocs – et en quelque sorte les retrouvailles de l'Europe avec son identité – les flux culturels ont repris leur place naturelle dans cet espace. Ainsi, un certain nombre de pays d'Europe centrale et orientale ont naturellement rejoint leur place dans la Francophonie. Nous nous proposerons ici de brosser un petit panorama de celle-ci et de son développement dans cette Europe médiane en pleine expansion et en pleine transformation depuis presque 20 ans.

On ne peut en effet pas commencer ce tour d'horizon sans évoquer la Francophonie en Roumanie. Voilà en effet un des pays d'Europe centrale qui devait connaître ses frontières modernes et quasi définitives suite à la fin

de la Première Guerre mondiale, en grande partie grâce à l'influence de la position française lors des traités de paix en 1919-1920. La proximité de la langue roumaine, qui comporte des origines latines, associée à une solide tradition d'échanges culturels entre les deux pays devaient en effet en faire, dans cette Europe de l'Est renaissante, un des pays phares de la Francophonie dans la région. On notera également que la Moldavie (l'ex-Bessarabie roumaine pour une large partie) appartient aussi aux pays d'Europe centrale, membres à part entière de la Francophonie. Bien entendu, nous devons avoir à l'esprit d'autres pays qui ont repris leur place dans cet espace de la Francophonie, comme la République tchèque ou encore la Pologne ; ces nations ont de vieilles traditions de relations avec la France et sa culture depuis, au moins dans le cas de la Pologne, le XVIII^e siècle. On notera que malgré leurs traditions, ces pays-là sont membres observateurs et non membres de plein droit. C'est d'ailleurs un des aspects intéressants de l'organisation, ce statut d'observateur permettant à des pays de montrer ainsi leur intérêt pour la France et sa culture. À ce titre, il faut ajouter l'entrée de la Hongrie, de la Slovaquie et de l'Autriche ou encore de la Slovaquie dans cet ensemble centre-européen des pays rattachés à l'organisation francophone. En effet, le bloc Hongrie-Slovaquie-Autriche appartient plutôt à la sphère germanique et son statut

d'observateur marque donc là non seulement un intérêt mais aussi une ouverture, et nous permet ainsi de noter la vivacité de l'organisation en Europe centrale.

Après avoir dressé ici ce petit état des lieux dans l'ancien Bloc de l'est, intéressons-nous à présent à l'état de la Francophonie dans les Balkans. En effet, alors que le mois de mars est celui de la Francophonie en Turquie, il conviendrait de voir comment celle-ci se porte dans le sud-est européen, qui fut tant marqué dans son histoire passée par l'occupation de l'Empire ottoman.

Un premier regard nous amène rapidement à noter que l'Albanie, la Bulgarie et la Macédoine sont déjà membres à part entière de l'organisation, auxquelles il n'est pas inutile d'ajouter la Croatie en tant que membre observateur. En résumé, dans les Balkans, l'organisation d'Abou Diouf est très active et montre que la Francophonie s'y porte plutôt bien. Les indépendances successives des États de cette région ont en effet permis de multiplier le rayonnement de l'organisation. Nous avons donc une structure très active dans cette Europe médiane dont nous venons de faire un rapide tour d'horizon avec une bonne assise en Europe centrale qui montre que la Francophonie a de solides bases, notamment en Roumanie. Nous notons que son expansion produit parfois des contrastes étonnants comme avec l'adhésion inédite de pays de langue ou de culture plutôt germa-

nique comme la Hongrie, la Slovaquie ou encore l'Autriche, voire même l'Ukraine.

Enfin, nous notons un grand dynamisme dans le sud-est européen. L'appartenance de l'Albanie à la Francophonie est en elle-même un signe de la vivacité de l'avenir de l'organisation. En effet, en intégrant le seul pays d'Europe à majorité musulmane et qui est l'un de ceux ayant les liens les plus étroits avec la Turquie (les Albanais, à titre d'exemple, n'ont pas besoin de visa pour se rendre en Turquie), l'organisation du président Diouf montre qu'elle s'inscrit bien dans l'actualité de notre début de XXI^e siècle.

Au-delà même de tout cela, on notera que pour l'espace centre-européen et balkanique, le développement de la Francophonie apporte un contrepois non seulement à la traditionnelle influence anglo-saxonne mais aussi à la sphère économique allemande dans la région. En effet, gardons à l'esprit que dès la fin du communisme au début des années 90, c'est bien l'Allemagne et les États-Unis qui, dans bien des cas, ont été les premiers présents sur les marchés de la reconstruction de ces pays. C'est donc là tout le mérite de la Francophonie d'avoir par la suite su s'imposer également sur un terrain plus global parce qu'étant aussi culturel. L'espace centre-européen et balkanique se fait donc l'écho d'une organisation très dynamique et en pleine expansion dans la région.

*Dr Olivier Buirette, Historien

Turquie - France à la croisée des regards



© guillaume lebrun

Concours de Photographie sur le thème de la France et de la francophonie en Turquie ouvert à tous les étudiants et lycéens francophones de Turquie.

De nombreux prix à gagner :

Séjours en France offerts par le SCAC de l'Ambassade de France en Turquie. Appareils photos numériques offerts par Fujifilm Turquie + de nombreux prix offerts par TV5 monde...

Prolongation jusqu'au 15 mars 2008

Envoyez-nous 5 photographies avec un cd à l'adresse suivante :

Fotoğraf Yarışması Galatasaray Üniversitesi Çırağan Cad. No: 36 34357 Ortaköy/ İstanbul Inscriptions et informations :

<http://concoursphoto.gsu.edu.tr/>
contact : phototurquie@gmail.com

Une sélection des émissions TV5 Monde Europe - Mars 2008

DOCUMENTAIRES

Claude Lelouche, on s'aimera
(4 mars à 9h50)

Lors d'un trajet Paris-Deauville, Claude Lelouch évoque sa vie. Réalisation : Stéphane Krausz, 2007.

Nuits sauvages : une nuit sous la mer
(15 mars à 12h35)

Un film qui nous entraîne en Australie.

360° - GEO (8 mars à 12h40)

Kenya, le village des femmes

Dans le village d'Umoja, au Kenya, il n'y a que des femmes.

Egypte, Au fil du Nil (16 mars à 12h40)

Maroc, au cœur des traditions (9 mars à 12h40)

FILM

La petite Lili (3 mars à 18h30)

« La petite Lili » est une transposition moderne de « La Mouette » de Anton Tchekhov.

Réalisateur : Claude Miller, 2003

Avec : Ludvine Sagnier, Nicole Garcia...

FICTION

Adaptation des deux derniers tomes des Souvenirs d'enfance de Marcel Pagnol.

Le temps des secrets (16 mars à 21h00)

Le temps des amours (23 mars à 21h00)

Et l'excellente émission d'information Kiosque, tous les dimanches à 17h00.

Les heures indiquées pour le début des émissions sont celles de Paris

Hazal Selçuk : présence, maîtrise et émotion sur la scène

J'ai pu admirer Hazal Selçuk au Roof Bar de l'Hôtel Plaza, au sein d'un superbe panorama stambouliote, pour la première fois. Lorsqu'elle était en scène, il n'y avait plus rien d'autre qu'elle. Sa maîtrise de la scène, sa voix et sa tenue simple avaient retenu toute mon attention. Lorsque je me suis rendu chez elle pour l'interview, elle m'a accueilli avec ses deux chats et son piano et nous avons pris le thé avec des gâteaux présentés dans des assiettes choisies avec soin. J'ai entamé la conversation, en lui demandant : « Que faites-vous dans la vie ? ». La suite, nous allons l'apprendre directement de Hazal Selçuk.



Au Canada, j'ai fait un master sur le théâtre gestuel. Le nom précis de la section, c'est « rédaction de pièces de théâtre » mais moi, j'ai travaillé sur le théâtre gestuel. Je travaille dans un studio : d'une part, j'écris la pièce, de l'autre, je la mets en scène. Je n'écris pas assise à un bureau, je trouve la matière par des improvisations. À l'étape suivante, je recherche « à quoi équivaut cette psychologie, comment les autres auteurs ont-ils mis cela en œuvre, quelles sont les variations de ce thème en fonction des cultures ? ». Mais lorsque je suis en train d'écrire une pièce, il est très important que je puisse tenir sans savoir ce que je vais écrire car, dans ce cas, je peux avoir des surprises. Je suis convaincue que si je me laisse guider, la pièce me conduit de toute façon aux endroits où je dois me rendre. On ne s'approche pas de la réalité rien qu'avec le raisonnement, il ne faut pas négliger les sentiments, l'instinct. C'est ici que j'ai appris à m'y fier et c'est pourquoi je peux travailler tranquillement avec mes instincts, je ne travaille donc pas en me disant « moi, en ce moment, je mets le doigt sur tel problème de la Turquie ». Si quelque chose me gêne en mon for intérieur, plus je me penche sur le problème, plus les étapes suivantes se précisent, le moment venu.

Qui est Hazal Selçuk ?

Moi-même, je me définis en tant qu'actrice de théâtre et cette identité d'actrice de théâtre a dépassé celle de musicienne. D'ailleurs, les enseignements que j'ai suivis portaient sur le théâtre. Avec le temps, je me suis demandé : « Qu'est-ce que je pourrais écrire ? » Et aussi, mon souci, le souci le plus profond que j'ai, c'est le souci des autres. J'ai écrit mon souci majeur, les soucis qui étaient importants pour

moi. Ma première pièce, je l'ai écrite sur le sentiment d'appartenance. Je n'ai pas pu étudier en Turquie et, n'ayant pas trouvé ce que je cherchais dans les universités turques, je suis partie à l'étranger. Je voulais trouver un milieu où je pourrais commettre des erreurs, faire des expérimentations, et aussi où je pourrais acquérir un savoir et je n'ai pu trouver cela en Turquie. Je parle des années 1993-1994. Peut-être que maintenant, cela a changé, mais je ne le pense pas.

Dans le théâtre, l'éthique professionnelle est distincte de celle des autres professions, n'est-ce pas ?

Dans notre profession, il est très important d'être honnête. Si vous ne l'êtes pas, on le sent tout de suite. Lorsque vous montez sur une scène de théâtre, si vous n'êtes pas honnête, les spectateurs le comprennent tout de suite et c'est pour cela que la politique m'ennuie. Je ne peux m'en désintéresser complètement, mais il est très difficile de trouver la réalité. Il y a tellement de maquillage, de mensonges, qu'il est difficile de situer l'honnêteté. Pour moi, aussi bien en scène que dans la vie quotidienne, l'honnêteté est très importante, même si un tel idéalisme nous laisse parfois isolé. Cependant, malgré tout, l'artiste en a besoin. Nous devons croire à ce rêve, croire au paradis.

Pouvez-vous parler de ce rêve, du paradis ?

Dans le rêve que je fais, l'égalité et la justice sont très importantes. Déjà, il est important qu'il y ait un monde où les frontières ne sont pas dessinées par rapport à « l'autre ». Un milieu où les cultures peuvent s'épanouir indépendamment, mais en interaction les unes avec les autres. Moi, je suis turque, je suis née et j'ai grandi avec cette culture, mais je veux me sentir comme appartenant au monde. Pour moi, c'est une utopie, tel l'oiseau fabuleux qui emporte toutes les nations sous son aile. Ce n'est peut-être qu'un rêve, mais je rêve d'un tel monde. Nous vivons dans un monde dominé

par les hommes, et ce n'est pas uniquement au Moyen-Orient, en Asie, en Afrique, c'est aussi le cas en Europe, et aux États-Unis... Je pense que l'homme et la femme doivent être définis par rapport à l'être humain. Je considère que l'être humain qui s'éclaire en lui-même, c'est cela l'élément le plus important du progrès. Je pense que lorsque nous nous confronterons avec nous-mêmes, nous aurons une meilleure influence sur les autres. Après l'Université, je suis partie pour Vienne où j'ai suivi une formation musicale au conservatoire. Là-bas, il n'y avait qu'un seul type d'enseignement, qui portait entièrement sur les comédies musicales de Broadway. Moi, je voulais évoluer d'une manière plus intégrale : danseuse, actrice, chanteuse, y compris une évolution intellectuelle et sentimentale. Aux États-Unis, j'ai trouvé un système qui correspondait mieux à ce que je voulais. J'ai terminé mes études au conservatoire de Boston où il n'y avait pas de frontière hiérarchique étudiant-enseignant. Il y avait une attitude démocratique, soutenant le processus, ouverte à l'expérience, à la diversité. Maintenant, je vois cela comme un monde exemplaire qu'on a réussi à créer au sein de ce conservatoire.

Qu'est-ce que le nom de Selçuk vous apporte ?

Mon amour pour l'art, c'est peut-être un héritage. Du côté de ma mère, ils sont aussi dans l'art, ma mère est une danseuse. Je me dis parfois que je n'avais pas d'autre choix que de devenir une artiste. C'est à l'âge de 19-20 ans que j'ai compris ce que c'était qu'être la petite-fille de Münir Nurettin. Aujourd'hui, c'est tout à fait autre chose pour moi que de chanter ses chansons, car je comprends mieux leur valeur musicale. L'esprit de la musique turque est très ancien, très établi. Ce que le nom de famille Selçuk m'apporte, c'est beaucoup de choses positives. Seulement, en général, on croit que j'ai le même caractère que mon père ou mon grand-père, et on agit ainsi envers moi. Cela a aussi ses bons côtés, bien sûr, mais c'est une habitude engendrée

par une culture qui tend encore à définir les filles à travers leurs pères. Tous les deux sont pour moi, réellement, l'exemple d'une éthique sans concessions.

Pouvez-vous parler des pièces que vous avez écrites ?

« L'Est - l'Ouest et une goutte de pluie » et « Les Fleurs de caverne ».

Dans la première pièce, on raconte l'histoire d'une personne qui a émigré de l'Est vers l'Ouest. Les raisons qui l'ont poussée à émigrer vers l'Ouest, et le voyage que fait l'esprit de cette même personne, de l'Ouest vers l'Est... La recherche d'appartenance de cette personne, l'histoire des Turcs. C'est une pièce à acteur unique, qui comprend 14 personnages.

Quant à la pièce « Les Fleurs de caverne », c'est l'histoire d'une femme qui sème des graines sur sa terre, mais qui n'arrive pas à obtenir de fleurs. Lorsqu'elle commence à creuser la terre, elle voit des gens vivant dessous. Parmi ces personnages, il y a une femme enceinte, battue par son mari, un homme dont le village a été évacué, une vieille femme, abandonnée... Il y a plein de gens et ils mangent tous les graines que cette femme sème. Nous ne pouvons avoir de fleurs si nous n'aidons pas à remédier au souci des autres. Nous pouvons aussi dire cela pour les pays et les cultures. À long terme, il n'est pas possible d'avoir des fleurs en écrasant les autres.

Si je vous demandais : « Pourquoi l'art ? »

Je considère l'art comme un remède. Si je préfère la scène, c'est pour pouvoir communiquer avec les spectateurs sur cette scène, dans ce milieu magique. Moi, j'aime retrouver les spectateurs corps et âme, mais il faut aussi que les spectateurs jouent avec moi. C'est un remède qui soigne. Lorsque je joue avec les spectateurs, alors, des improvisations se développent mais je ne sors jamais du jeu que j'ai en tête. Nous reflétons ce que nous vivons à travers l'art, nous nous soignons réciproquement avec les spectateurs. Mon souci, ce n'est pas de devenir célèbre, c'est de porter des soins à moi-même et aux spectateurs.

**Propos recueillis par Hüseyin Latif*

Izmir, ville modèle pour Strasbourg

Le Centre culturel français d'Izmir présente le travail de 20 étudiants de l'ENSA de Strasbourg appelé « Atelier Izmir 4-16 Janvier 2008. Au croisement entre urbanisme et architecture ».

Le Centre culturel français d'Izmir accueille l'exposition photo des étudiants de dernière année de l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Strasbourg (ENSA), un projet sur Izmir dans l'axe de transformation urbaine. L'ENSA, contrairement aux autres facultés d'architecture concentrées sur l'architecture des bâtiments, oriente ses étudiants vers la modernisation et la transformation des villes et vient de choisir pour espace Izmir après Barcelone et Genève. Les travaux exposés au Centre culturel français d'Izmir constituent l'échelle préliminaire du projet et représentent plutôt des recherches de champ,

la détermination de problèmes et la présentation de valeur potentielle. D'autre part, une partie des étudiants retournés à Strasbourg vont continuer leur projet final sur Izmir.

Le coordinateur du projet, l'architecte-archéologue Didier Laroche, qui a visité l'exposition avec le professeur Emel Göksu, président du Département de planification de ville et de région à la Faculté d'architecture de l'Université de Dokuz Eylül et l'académicien Dr. Şebnem Gökçen Dünder, nous a informé sur les travaux. Le projet, dont l'idée est née un an auparavant, a commencé quand Didier Laroche a appris que ses collègues européens souhaitaient travailler sur une ville en transition. M. Laroche proposa alors Izmir, une ville en transition depuis les âges antiques jusqu'à nos jours tout en gardant son aspect occidental. Il précise qu'Izmir se

différencie, par sa structure dynamique, des villes « musée et carte postale » telles que Strasbourg et il continue ainsi : « Chaque ville est unique mais pour pouvoir résoudre les problèmes des villes, il faut voir comment les autres villes trouvent une solution aux problèmes similaires. » Les étudiants qui ont fait des recherches en prenant pour base le multicentrisme en tant qu'alternative à cette ville unicentriste, ont déterminé les quartiers problématiques en matière d'habitation et de transport et ont préparé des solutions adaptées à ces secteurs. Les zones où ils ont travaillé sont Le Bazar, l'Agora, la gare Basmane, la gare Alsancak et Kültürpark. Le Prof. Emel Göksu et le coordinateur du projet, Didier Laroche, soulignent dans leur évaluation du projet le fait qu'Izmir fut reconstruite à maintes reprises durant son passé de 8000 ans depuis



l'Antiquité et donc l'importance de la multistratification historique et culturelle de la ville. On a également parlé des futurs projets communs entre l'Université de Dokuz Eylül et les étudiants de l'ENSA. Le Prof. Göksu a invité les étudiants de l'ENSA à l'Atelier européen qui aura pour thème « la Stratification sociale et spatiale » avec la participation de 6 universités d'Europe et de 8 universités de Turquie, en avril 2008 dans l'axe d'Izmir Agora. Les entretiens en ce qui concerne le programme Erasmus d'échange d'étudiants entre les deux universités continuent.

Meknuze Özgüle, Journaliste

EL-CEZERI : ingénieur anatolien, père des robots et de l'automatisation

Le film documentaire qui raconte Ebul-iz İsmail Al-Jazari, qui vécut sous la dynastie artoukide fondée en Anatolie dans les années 1200 et qui fut le créateur technologique et l'ingénieur le plus important de l'époque, a été réalisé par le Prof. Dr. Oğuz Makal, juré d'agrégation du Département du cinéma et de la télévision de la Faculté des Beaux-Arts de l'Université de Beykent. Ce film a été présenté avec une exposition consacrée à l'artiste à partir des miniatures de son livre intitulé « Sur les connaissances des appareils mécaniques extraordinaires » d'Al-Jazari. Nous avons rencontré Prof. Dr. Oğuz Makal.



Qui est Al-Jazari ?

Il est le fondateur de la cybernétique dans l'histoire de la mise en place des premiers systèmes automatiques. Il a fondé les bases de nos ordinateurs actuels et il est l'inventeur d'un grand nombre de machines tel que des robots, des montres, des machines à eau, des serrures à code et des caisses, des thermos, des jouets d'enfant automatiques et des horloges à eau. Dans un sens, cet inventeur est un Léonard de Vinci qui a vécu deux cents ans avant Léonard de Vinci.

Dans ce film documentaire, on a mis en place avec l'aide d'animations et toujours en trois dimensions la manière dont fonctionnent ces inventions d'El-Cezeri. Ce fut directement le sultan artoukide Nasiredin Mahmud qui a orienté El-Cezeri à écrire son livre « Sur les connaissances des appareils mécaniques extraordinaires »

Quelle est l'importance dans l'histoire des Artoukides qui ont apporté leur soutien à El-Cezeri ?

Les Artoukides sont l'une des dynasties anatoliennes turques qui ont succédé aux Seldjoukides. Ils ont été remplacés en 1232 par les Seldjoukides anatoliens. Mais dans cette période courte de deux cents ans, les Artoukides ont laissé des traces précieuses à Hasankeyf, à Mardin et à Diyarbakır. Parmi celles-ci se trouvent également un grand

nombre de monuments architecturaux qu'a construits l'ingénieur El-Cezeri.

Selon vous, quelles sont les inventions qui ont le plus suscité l'émerveillement dans le livre ?

Je considère ce livre comme le sommet absolu de l'art du fantastique, du rêve et de l'ingénierie. Toutefois, les horloges à eau sont les représentations qui provoquent le plus l'émerveillement car ces dernières sont des machines complexes qui reflètent la puissance créatrice d'El-Cezeri. Par exemple, sur l'horloge à eau se trouvent les minutes, les jours et les mois ainsi que 24 fenêtres indiquant les cycles du Soleil et de la Lune. Derrière des portes, peintes chacune de différentes couleurs, sont cachés des oiseaux qui chantent chacun différemment, etc. Il est possible de voir la situation du Soleil dans le



ciel lorsque l'on regarde durant le jour et, la nuit également, on peut voir la position de la Lune dans le ciel sur des vitres colorées. À chaque changement d'heure, apparaissent des hommes qui jouent du tambour et de la flûte. C'est un travail fantastique...

Comment s'est déroulé le tournage ?

Le texte et le déroulement du film avaient été arrêtés auparavant et le tournage a duré environ trois mois. D'une part les tournages de Hasankeyf, de Diyarbakır, de Mardin et de Cizre, d'autre part les entretiens effectués avec les Prof. Dr. Sevim Tekeli et Doç. Dr. Yavuz Unat et Leman Dıncıtürk qui ont traduit le célèbre livre d'El-Cezeri et les travaux d'animation des machines que l'on voit fonctionner dans le film ont permis d'obtenir ce magnifique résultat final.

Nuray Demirağ

Connaissez-vous Kaka et Eto'o ? (Suite de la page 1)

rement vaincu tout seul l'équipe de Boca Juniors d'Argentine en finale du Championnat du Monde des clubs.

Comment peut-on donc décrire Eto'o, le footballeur vedette de Barcelone ?... Ce Camerounais, qui a, ces trois dernières années, imprimé sa marque dans la ligue d'Espagne et qui a été sélectionné « footballeur de l'année », est le favori des Catalans... Il a même gagné encore plus en sympathie en raison des comportements racistes dont il est parfois la victime.

Maintenant, vous pouvez vous demander pourquoi j'ai fait de ces deux footballeurs le sujet de mon article. Voici les explications : il y a environ quatre ou cinq ans, Gaziantepspor – qui est l'un des clubs piliers de la superligue de Turquie – s'était mis à la recherche de footballeurs étrangers pour son équipe par l'intermédiaire des managers. Parmi les noms qui avaient été proposés, se trouvait celui d'un très jeune Brésilien.

Les managers, pressant que ce footballeur pouvait atteindre un rang de premier plan dans l'avenir, avaient exposé, à partir des vidéos qu'ils présentaient, que ce footballeur

pouvait réaliser beaucoup plus que ce que l'on attendait de lui. Toutefois, l'administration de Gaziantep, affirmant qu'elle n'allait pas investir dans un garçon si jeune et quasiment inconnu, avait demandé aux managers des joueurs expérimentés, reconnus comme étant bien établis dans le football. C'est-à-dire que l'actuel Kaka n'avait pas été acheté par Gaziantepspor.

Revenons à Eto'o... L'aventure de ce footballeur avec la Turquie est bien plus intéressante : il y a de cela neuf ans, alors qu'il n'avait que 17 ans, Eto'o avait été amené à Istanbul par son manager et avait été présenté à Fenerbahçe. On a alors proposé qu'il intègre l'in-

frastructure de l'équipe (PAF) et on a garanti que, grâce à ses talents, il serait promu en peu de temps dans l'équipe A. Cependant, l'administration de Fenerbahçe de l'époque fit savoir qu'il n'y avait que les joueurs prêts qui pouvaient jouer dans l'équipe A et qu'on ne pouvait pas tolérer d'attendre un tel Africain si jeune. À la suite de cela, pour pouvoir suivre plus tranquillement ses autres affaires à Istanbul, le manager d'Eto'o avait confié son footballeur au maître Ali Kemal, qui est son correspondant. À son tour, Ali Kemal bey, ne pouvant pas être toujours en compagnie d'Eto'o, l'avait confié au coiffeur Süleyman qui poursuit toujours son activité dans le quartier de Moda à Kadıköy. La grande star d'aujourd'hui, Eto'o, est cet enfant d'autrefois, qui a été obligé de passer son temps à boire du thé jusqu'au soir dans le salon de coiffure. Par la suite, le manager est parti pour l'Espagne en emportant avec

lui son footballeur. Ceci dit, lors de son départ, Mojorca n'avait pas laissé seul le footballeur. Les responsables du Real Madrid, qui l'avaient vu à l'entraînement, s'étaient immédiatement emparés

de lui. Du fait qu'eux non plus ne lui ont pas porté d'intérêt, ils ont laissé Eto'o revêtir le maillot de Barcelone...

Pardon, nous allions oublier Ribery... Le footballeur français, qui est venu jouer en Turquie à Galatasaray et qui n'a pas été payé à sa valeur du fait de l'indifférence suscitée par sa jeunesse, est reparti sans informer personne et a cherché asile auprès de l'Olympique de Marseille. À présent, il est la star de Bayern de Munich et a été sélectionné comme le meilleur footballeur de l'année en Allemagne... C'est dire si la Turquie a raté un grand nombre d'occasions...

* Kemal Belgin, journaliste et enseignant à l'Université de Marmara

Piéton pressé - piéton engagé, piéton accidenté !



*Daniel L. Dizadji

Qui ne connaît pas le vieil adage : « Piéton engagé, piéton priorité ». Interprété à tort et à travers, cette expression est le motif utilisé par la plupart d'entre nous pour traverser une rue à

n'importe quel endroit, tout en ayant la conscience tranquille et la conviction de la plus grande immunité face aux accidents.

Les piétons ne prêtent quasiment plus attention à la signalisation des feux, ne traversent plus sur les passages cloutés et, dans certains cas, vont même marcher sur la chaussée ; tout cela avec le plus grand sentiment d'impunité. « C'est aux voitures de faire attention à nous, on est plus fragiles » lance Jeanne, étudiante en médecine à la Pitié-Salpêtrière. Raphaël avoue qu'il se précipite souvent au dernier moment pour traverser et qu'il s'est « plusieurs fois fait des frayeurs » en évitant de peu des voitures sur le point de démarrer. « La semaine dernière, j'ai évité un taxi mais j'ai été heurté par un scooter qui le dépassait... Depuis je suis très prudent. »

En janvier 2007, à Paris, l'infraction aux règles de traversée des piétons est la principale cause des accidents après les excès de vitesse. Alors que le nombre d'accidents et le nombre de tués sur route baissent, le nombre de blessés en ville augmente : 1522 piétons blessés en juillet 2007 contre 1400 en juillet 2006. « Je fais très attention aux piétons qui surgissent entre les files et les camions, lance Johan au volant de sa Mini, mais si on veut éviter les dégâts, il faut que tout le monde fasse un effort. C'est quand même un minimum de civisme et de res-

pect ! À quoi ça sert sinon d'avoir installé à tous les carrefours des feux si personne n'en tient compte ? Autant les enlever !!! » s'insurge-t-il tout en montrant une cycliste qui vient de griller le feu rouge sans même ralentir. Wandrille, cycliste depuis plus de sept ans, ne cache pas que lui aussi « ne respecte quasiment jamais le Code de la route ». Il reconnaît qu'il y a des « piétons et des cyclistes "je m'en foutistes" qui se moquent des règles » et d'autres qui n'ont pas été sensibilisés aux dangers. « C'est vrai que tous les automobilistes redeviennent à un moment des piétons, mais pas nécessairement l'inverse. »

Pourquoi remet-on toujours en cause les conducteurs et jamais les piétons ? Traverser, alors que le feu pour les piétons est rouge, est devenu une banalité. « À chaque fois, les passants me regardent bizarrement parce que je suis la seule à attendre sur le trottoir tandis que tout le monde traverse » s'exclame Nicole, étudiante Erasmus, originaire de Copenhague. « Au Danemark, personne ne traverse la rue si le feu est rouge. Et si ça arrive, les policiers nous disputent et nous donnent une amende de 750 couronnes (environ 115 euros, ndlr). Si nous traversons alors que le feu est rouge, pourquoi les voitures ne traverseraient-elles pas également quand leur feu est au rouge ? Le Danemark n'est pas le seul exemple, il y a également la Belgique et les Pays-Bas qui viennent s'ajouter au modèle de civisme urbain. Après le très célèbre « saut de tourniquet » des Parisiens, la traversée « sauvage » ou l'ignorance des règles élémentaires du Code de la route serait-elle devenue la nouvelle tendance et le nouveau charme de la plus belle ville du monde ?

*Daniel L. Dizadji

Çorum-Hattuša : une deuxième Cappadoce ?

Çorum, située entre l'Anatolie centrale et la mer Noire, entre Orient et Occident est une ville qui a su garder sa tradition culturelle et artistique, due à de nombreuses civilisations, et son patrimoine historique. Çorum est l'un des centres les plus importants de notre pays du point de vue du tourisme culturel.

Çorum est le berceau de la civilisation

Hattuša, ville remontant à 7 000 ans, a été la capitale des Hittites qui avaient fondé le premier État organisé en Anatolie et c'est l'un des 9 sites de notre pays figurant dans la liste du Patrimoine culturel mondial de l'Unesco. Hattuša a été entourée vers 1300 av. J.-C. de remparts d'une longueur de 6 km et les portes, telles que Arslanlı Kapı, Kral Kapı et Sfenksli Kapı qui permettaient le passage à destination des différents endroits de la ville, sont ornées de hauts-reliefs.

La civilisation hittite était aussi évoluée que la civilisation égyptienne

Des tablettes portant des écritures cunéiformes concernant le Traité de Kadesh établi entre les Hittites et les Égyptiens, et qui est le premier traité connu de l'histoire, ont été trouvées à Boğazköy. Toujours à Hattuša, la falaise dominant le temple nommé Yazılıkaya Kaya est sculptée de nombreux dieux,



déeses, animaux et créatures imaginaires.

Alacahöyük, où ont débuté les premières fouilles nationales, fait partie de la région de Çorum. Les œuvres trouvées dans les tombeaux de treize rois de la période Hatti, avant les Hittites, reflètent la culture évoluée de cette époque. Dans les tombeaux des rois datés de 2300 av. J.-C., des objets à caractère religieux faits de métaux divers renseignent sur la vie économique, sociale et culturelle de l'époque. Une réplique de ce tombeau peut être visitée au Musée de Çorum. Sfenksli Kapı et ses ornements méritent d'être vus à Alacahöyük, où ils reflètent les cérémonies religieuses hittites.



Le Musée de Çorum

Le Nouveau Musée de Çorum, bâtiment abritant les œuvres mises au jour dans la capitale Hattuša et Alacahöyük et dans les fouilles d'Ortaköy-Sapinuva et de Hüseyin Dede date de 1915. Sur ses 2900 m² de surface bâtie et ses 10 000 m² de jardin sont exposées des œuvres de l'ère chalcolithique tardive (5000 av. J.-C.) à nos jours et découvertes à Çorum et ses alentours.

Çorum est une ville d'histoire et de culture.

Boğazkale Hattuša, la plus grande place militaire et politique de l'époque, est située à 209 km d'Ankara et



à 83 km au sud de Çorum, qui est une ville d'histoire et de culture qu'il faut absolument visiter.

Chacun des ponts, des mosquées, des forteresses et des ouvrages civils est un chef-d'œuvre artistique des périodes seldjoukide et ottomane.

Çorum mérite aussi d'être visitée pour ses beautés naturelles comme le Canyon İncesu.

Par ailleurs, les odeurs de leblebi rôti qui baignent la ville ajoutent une autre beauté à Çorum. Les riz d'Osmancık et de Kargı vous séduiront par leurs saveurs différentes.

En vue de diversifier le tourisme de notre ville, il faudrait valoriser les plateaux qui offrent des itinéraires adaptés au tourisme à cheval, au camping, ou encore au trekking.

Notre ville est dans une région industrielle et commerçante mais elle manque d'endroits pouvant abriter symposiums et congrès. Avec l'achèvement des hôtels 4 et 5 étoiles en construction, Çorum deviendra un centre de congrès pour toute la région.

Le tourisme culturel, atout majeur de notre ville, permet à nos visiteurs de découvrir ou de mieux connaître la civilisation hittite.

Source : direction de la culture et du tourisme de Çorum.

Hasankeyf au bord du Tigre, des siècles d'histoire



Nathalie Ritzmann

Sur la route qui mène de Batman à Mydiat, dans le sud-est de la Turquie, j'ai découvert en septembre 2004 une perle inestimable qui a pour nom Hasankeyf. Cette petite cité au bord du Tigre, à une trentaine de kilomètres au sud-est de la ville de Batman, dans le sud-est de la Turquie, ne

peut laisser personne indifférent.

Plusieurs milliers de grottes troglodytiques habitées depuis la nuit des temps et disséminées des deux côtés du fleuve, attirent immédiatement le regard.

Une arche et trois piliers sont les seuls restes du vieux pont érigé par un seigneur artukide au début du XII^e siècle et témoignent de la grandeur de l'édifice de l'époque.

De l'autre côté du Tigre, à la sortie du village, le tombeau de Zeynel Bey revêtu de céramiques turquoises date de 1450 ; c'est le seul monument de ce type encore existant en Anatolie. Des fouilles entreprises en 2004 et 2005 autour du monument par l'équipe du professeur Abdusselam Uluçam, célèbre archéologue, ont permis de mettre au jour les traces des deux écoles ainsi que d'une auberge et d'un hammam, lieux utilisés jusqu'à la fin du XVIII^e siècle.

Au centre du village, les restes de la mosquée Sulayman (XIII^e - XIV^e) sont situés dans un périmètre clos où de nombreux vestiges émergent çà et là, laissant libre cours à votre imagination quant à la vie passée sur ces lieux.

Sur le chemin qui mène à la citadelle, se trouve la

mosquée el-Rizk bâtie en 1409 par un sultan Ayyoubide. Son minaret est richement décoré et le sommet est couronné d'un nid de cigognes qui accueille les échassiers de passage.

La citadelle construite par les Ayyoubides au XIII^e siècle surplombe le cours d'eau de ses 150 mètres de haut. Elle abrite entre autres les restes de l'Ulu Camii, un cimetière et une partie des nombreuses grottes. L'accès y est assez difficile, les pierres sont lisses et glissantes, mais la récompense qui attend le visiteur vaut bien la peine. Une vue absolument magique à la fois sur le village et sur le célèbre fleuve au cours tranquille qui serpente, dans un silence qui permet d'apprécier pleinement la beauté du site.

Les deux dernières familles qui vivaient encore dans des grottes de la citadelle ont dû descendre au village il y a un peu plus d'un an. Le berger et les troupeaux occupant aussi les lieux ont été également interdits de séjour, le site comportant de plus en plus de risques de chute de pierres.

Pour se remettre des émotions vécues durant cette rencontre avec des siècles d'histoire, une halte s'impose au bord du Tigre, à l'ombre d'une paillote, pour se régaler d'une brochette ou d'un poisson pêché dans le fleuve avant de déguster son thé en admirant encore cet environnement absolument unique.

Hasankeyf ne recevait encore il y a quelques années que la visite de touristes locaux ; en raison de sa soudaine (et non souhaitée) popularité, des yeux ébahis du monde entier découvrent une beauté insoupçonnée, une splendeur qui risque de disparaître...

En effet, le projet de barrage İllisu faisant partie du



programme Anatolie du sud-est (appelé communément GAP), menace l'avenir de ce joyau. Le lac de 80 kilomètres commencera près de Dargeçit pour se terminer à quelques kilomètres au-delà de Hasankeyf. L'eau passera 15 mètres au-dessus du pont actuel qui enjambe le Tigre et la citadelle ne sera plus qu'une île... de désolation d'ici 7 à 8 ans, à l'issue des travaux. Un projet de déplacement des principaux monuments sur une colline de l'autre rive pour devenir un musée à ciel ouvert devrait permettre de sauver un maximum des vestiges laissés par les siècles d'histoire.

Texte et photos : Nathalie Ritzmann



Expo Izmir 2015 : pour mieux faire connaître la Turquie

La ville d'Izmir candidate pour Expo 2015, a éliminé une à une toutes ses adversaires, il ne reste plus que Milan. Dans l'entretien que nous a accordé Necil Nedimoğlu, président du Bureau des Affaires culturelles multilatérales du ministère des Affaires étrangères, nous avons parlé d'Izmir et de l'Expo 2015.



Necil Nedimoğlu

Necil Nedimoğlu, président du Bureau des Affaires culturelles multilatérales du ministère des Affaires étrangères à l'Ambassade de Turquie à Paris, se trouve à la tête des études menées à Paris pour l'attribution à Izmir de l'Expo 2015. Lorsque nous lui avons demandé de parler de l'année 2015, M. Nedimoğlu nous a répondu de la manière suivante : « Nous nous sommes mis en route pour que l'Expo 2015 soit réalisée en Turquie. Comme on le sait, les Expositions universelles sont, tous les cinq ans, les plus grandes organisations du monde et les grandes expositions durent six mois. Du fait que le Bureau international des expositions se trouve à Paris et du fait que j'étais en mission là-bas en tant que représentant de la Turquie, nous travaillons dans ce bureau en liaison avec notre ambassade à Paris en vue de mener nos travaux concernant EXPO 2015 Izmir. Notre objectif est de remporter le 31 mars 2008 à Paris le vote du Bureau international des expositions entre Milan et Izmir. » Le nombre des pays membres de ce bureau augmente rapidement. Actuellement, 140 pays sont membres au Bureau international des expositions. Necil Nedimoğlu note que « ce nombre peut davantage augmenter : ces derniers temps, le nombre de membres est passé de 98 à 140. Le vote qui va être fait pour l'exposition n'a qu'un tour de scrutin. La ville qui obtiendra 51 % des voix sera l'hôte d'Expo 2015. » De petites expositions internationales de trois mois sont organisées dans les périodes intermédiaires. Celle de l'année 2008 va être organisée le 15 juin sur le thème de l'eau dans la ville de Saragosse en Espagne. Après cette exposition qui va durer trois mois, il y aura Shanghai en Chine en 2010. Par ailleurs, le thème de cette exposition est « Meilleure ville, meilleure vie. »

En outre en 2012, la ville de Yeosu, en Corée du Sud, va être l'hôte de l'exposition avec pour thème « L'océan et les rives qui vivent – la diversité des ressources et les activités durables. »

M. Nedimoğlu attire l'attention sur le fait

que les expositions des années 2008, 2010 et 2012 sont proches les unes des autres quant à leurs sujets : « Leurs thèmes et celui de l'exposition dont nous espérons être les hôtes vont constituer une continuité. Dans le cas où nous gagnerions, nous allons aborder le thème de la santé. De la santé environnementale aux nanotechnologies, de la santé thermique à la médecine alternative, elle sera une plateforme qui abritera un grand nombre de sujets. Du fait de la participation de pays qui ne sont pas membres, nous attendons la présence de plus de 140 pays. Par exemple, il est à présent confirmé que plus de 170 pays vont participer à l'exposition de 2010. Près de 30 établissements internationaux seront également présents à Shanghai. » Par ailleurs, il y aura, en 2010 à Shanghai, un autre chapitre nommé Urban Best Practices Area (UBPA). Dans ce chapitre, les villes métropolitaines présenteront la manière dont elles résolvent ou essaient de résoudre les problèmes liés à l'environnement. Necil Nedimoğlu espère qu'Istanbul et Izmir prendront place dans ce chapitre. « Shanghai a placé la barre haut, tant du point de vue surface, nombre de participants, que du sujet qu'ils ont choisi. Ils prévoient entre 70 et 100 millions de visiteurs. Notre dossier de candidature a été très apprécié et nous avons affirmé attendre au moins 39 millions de visiteurs. Ce n'est pas un chiffre avancé au hasard, il a été déterminé par une étude technique » souligne M. Nedimoğlu.

« De très belles possibilités sont à la disposition d'Izmir qui est la perle de la mer Égée et nous sommes obligés de mettre absolument à profit ces occasions. Voulez-vous un exemple ? Les villes qui ont organisé des expositions universelles et qui ont réussi par la suite sont celles qui sont situées sur un fleuve ou au bord de la mer. La région d'Izmir et d'Inciraltı répond à ce critère, ce qui constitue une grande supériorité par rapport à Milan. La surface prévue par Milan pour l'exposition est un endroit existant et pouvant être agrandi mais notre avantage est de pouvoir créer une surface destinée à l'avenir. Milan a estimé le nombre de ses visiteurs à 29 millions, pouvant difficilement être augmenté. Nous avons ciblé au moins 39 millions de visiteurs, 25 % étant constitué d'invités étrangers. Notre limite supérieure est fixée à 60 millions. Le choix des endroits et la logistique sont des sujets très importants. À Izmir,

la surface consacrée à l'exposition sera ouverte jusqu'à 3 heures du matin alors que Milan serait obligée de fermer à 22 heures. Milan est plus au Nord qu'Izmir et, bien que cela soit l'été, les conditions météorologiques y sont moins agréables.

Du fait du côté "universel" de cette exposition, la proximité de l'Europe n'est pas si importante. » Un autre atout dont dispose Izmir est sa position géographique. « Le nombre de personnes qui peuvent rejoindre Izmir en 4 heures d'avion est de 1 milliard. Nous disons ceci aux autres pays : "Vous allez pouvoir vous faire connaître de personnes qui ne vous connaissent pas et vous aussi vous allez connaître des personnes que vous ne connaissez pas." Cet endroit est un grand marché pour les participants et le sujet que nous avons choisi, c'est-à-dire la santé, est un sujet qui concerne tout le monde tandis que le sujet qu'a choisi l'Italie est "l'Énergie et les Aliments. Notre thème intéresse les pays développés comme ceux en voie de développement, tout le monde et chacun pourra apprendre et s'enrichir auprès des autres. Que va-t-il rester par la suite ? Une identification de la ville d'Izmir au sujet de la santé, nous allons entamer les études avec les établissements liés à l'OMS et aux Nations unies et fonder un centre mondial de la santé et un institut. Nous pensons que le Centre de recherches archéologiques devrait être à Izmir et nous souhaitons y ouvrir un grand musée sur le thème de la

santé. Nous pensons aussi fonder un grand parc de sculpture sur le thème de l'olivier. Izmir sera davantage reconnue du point de vue international et les retombées de l'exposition seront très bénéfiques. »

Certes, Milan est une ville très développée, mais ce que nous allons apporter à l'exposition est sans doute supérieur, la ville d'Izmir convenant mieux pour une manifestation conforme à l'esprit du Bureau international des expositions. Jusqu'à présent, ces expositions ont toujours été organisées en Amérique du Nord, en Europe et en Extrême-Orient. Necil

Nedimoğlu précise : « Des expositions ont déjà eu lieu dans 6 villes italiennes. Dans les années 50 et 60, elles avaient lieu tous les trois ans et Milan en a déjà accueilli. » Actuellement, dans le cadre de l'adhésion, nous employons une centaine de personnes. Les comités d'orientation et d'exécution sont constitués en Conseil des ministres et, à la tête de ce comité, se trouve le ministre des Affaires étrangères. Un comité d'orientation a été formé par les organismes publics et les organisations non gouvernementales avec le ministre et il a élu un comité d'exécution. » Le gouvernement, de son côté, montre sa solidarité avec le projet. Lorsque nous abordons ce sujet avec Necip Nedimoğlu, il nous dit : « Lorsque Abdullah Gül était ministre des Affaires étrangères, il dirigeait cette étude. Maintenant, c'est le tour d'Ali Babacan. Un symposium a été organisé au mois d'octobre, le Premier ministre y est venu avec six ministres et les délégués qui ont travaillé de longues années sur ce dossier ont été honorés de cette visite. On n'avait jamais vu la participation à un tel événement d'un Premier ministre et de six ministres. Ils ont compris que nous avions pris cette affaire très au sérieux. »

Nous espérons que tous ces efforts apporteront le 31 mars à Izmir le prix qu'elle mérite lors du vote qui aura lieu à Paris. Cette exposition universelle organisée en 2015 à Izmir aura forcément un retentissement politique en dehors des bénéfices économiques qu'elle apportera à la Turquie.

*Onur Eren



L'exposition universelle organisée en 2015 à Izmir aura forcément un retentissement politique en dehors des bénéfices économiques qu'elle apportera à la Turquie.

